

1934

Version 1.1

www.economiedistributive.fr

Jacques DUBOIN

**Kou l'ahuri
ou la misère dans
l'abondance !**

Préface à l'édition de 1982

Publié pour la première fois en 1934, ce livre n'a – hélas – rien perdu de son actualité car l'austérité est toujours de mode et la misère dans l'abondance, une réalité qui défie plus que jamais le bon sens. Les moyens de production sont encore fait d'immenses progrès, nous savons que notre planète possède de quoi faire vivre décemment toute la population du globe, mais chaque jour des milliers d'êtres humains meurent de faim dans le Tiers-Monde. Et, plus près de nous, ceux du Quart-Monde manquent de l'essentiel.

Cependant, hommes politiques et économistes s'obstinent toujours à suivre les mêmes règles du marché, et donc à buter sur les mêmes obstacles, à seule fin de ne pas modifier les lois économiques qui ont été établies à une époque et pour des conditions de vie aujourd'hui révolues.

Réunies en annexe, se trouvent des déclarations ministérielles de la période 1920-

1934. Le lecteur comprendra l'intérêt de cette réédition en les comparant à ce que continuent à affirmer nos contemporains...

Alors, peut-être, sera-t-il sensible aux propositions de Kou, à peine esquissées à la fin de ce livre, mais qui, après avoir été élaborées par l'auteur entre 1934 et 1960, font aujourd'hui l'objet d'un autre ouvrage, conçu comme la suite des aventures de Kou, actuellement sous presse.

M.-L. DUBOIN

Mai 1982

Table des matières

Préface à l'édition de 1982

Table des matières

Prologue

Chapitre premier Lettre de Kou à son père

Kou est arrivé à Paris pour découvrir les causes du cataclysme qui s'est abattu sur notre pays et l'a appauvri d'un tiers depuis la guerre. Un personnage considérable lui dit que c'est la faute des vaches maigres de l'Écriture.

Chapitre deuxième Lettre de Kou à son père

Kou s'est mis à la recherche des vaches maigres. Il ne les découvre pas, mais tombe en admiration devant des campagnes plantureuses et des récoltes magnifiques, Au lieu des vaches maigres de l'Écriture, il rencontre un bétail au poil luisant et à la chair prometteuse.

Chapitre troisième Lettre de Kou à son père

Kou, au retour de son tour de France, rend compte de ses observations à ses amis. Il veut savoir comment la misère

peut naître de l'abondance. On lui dit que c'est la conséquence d'une discipline prônée par des doctrinaires qui vivent dans l'abbaye de la Sainte-Economie. Kou visite cet ascète.

Chapitre quatrième Suite de la lettre précédente de Kou à son père

Kou a un entretien avec un Père économiste. Ce qu'il en advint.

Chapitre cinquième Lettre de Kou à son père

Kou trouve moyen d'assister à une séance du conseil d'administration d'une puissante société. Il parle ensuite politique, jeux de hasard, théâtre, justice, etc..

Chapitre sixième Lettre de Kou à son père

Reparti pour faire un tour en France, Kou s'entretient avec quelques-uns de nos compatriotes. Après avoir été qualifié d'ahuri par certains d'entre eux, il finit par rencontrer un jeune savant qui lui fournit des renseignements précieux.

Chapitre septième Projet de lettre de Kou à son père

Parmi les papiers de Kou se trouvait le compte-rendu d'une conversation qu'il eut avec ses camarades du Quartier Latin et qu'il paraît avoir couché sur ses tablettes pour en faire l'objet d'une lettre à son Père. Kou y donne son explication du cataclysme qui se serait abattu sur notre pays: l'abondance.

Chapitre huitième Notes de Kou

Au cours d'un nouvel entretien avec ses camarades, Kou raconte ce qui s'est passé dans son pays dès que l'abondance y fit son entrée triomphale.

Chapitre neuvième Derniers papiers de Kou.

Texte d'une causerie que Kou se proposait de faire à un groupement de Producteurs de la Rareté Française.

Épilogue

Annexe

Kou paraît avoir voulu conserver les éléments de son enquête politique qui lui ont permis d'écrire qu'on ne savait pas bien quelle était la différence entre un

*gouvernement de droite et un gouvernement de gauche.
Voici ses extraits de déclarations ministérielles.*

Prologue

Ceci est un larcin.

Un matin, un jeune étudiant m'apporta une liasse de papiers couverts d'une écriture bizarre complètement inconnue. Ce paquet lui avait été laissé par un jeune Mandchou dont il avait fait la connaissance au quartier latin. Cet étranger, me dit-il, était revenu dernièrement passer quelques semaines en France où, trois ans auparavant, il avait suivi les cours de notre Université de Paris. Le second voyage s'était terminé brusquement et il avait négligé d'emporter ces papiers. « Ce Mandchou s'appelait Kou, ajouta mon interlocuteur, et nous l'avions surnommé l'ahuri, car tout ce qu'il voyait chez nous paraissait l'étonner fort. Ce sont certainement ses observations que contiennent ces papiers. Je vous les laisse, car elles peuvent peut-être vous intéresser ».

Assisté d'un traducteur assermenté, que j'eus entre parenthèses beaucoup de mal à découvrir, j'ai réussi à déchiffrer ces mystérieux documents. Ils se composaient de notes sans lien apparent et de brouillons de lettres que Kou paraissait avoir adressées à son père. Celui-ci devait habiter quelque part aux confins du Ksingan et du Heilungkiang, dans une contrée où l'influence combinée des Russes et des Japonais avait fait jaillir un prodigieux développement économique. Je m'aperçus que Kou le père avait envoyé Kou le fils passer quelque temps en France pour découvrir la nature exacte du cataclysme qui s'était soudainement abattu sur notre pays, et qui semblait le préoccuper beaucoup.

J'ai respecté tous ces textes, me contentant d'y mettre un peu d'ordre. Si ce petit livre plaît au lecteur, il voudra bien se rappeler la part plus que modeste qui fut la mienne. Mais où retrouver l'auteur ?... Et eût-il accepté de signer ?...

Décembre 1934.

Chapitre premier

Lettre de Kou à son père

Kou est arrivé à Paris pour découvrir les causes du cataclysme qui s'est abattu sur notre pays et l'a appauvri d'un tiers depuis la guerre. Un personnage considérable lui dit que c'est la faute des vaches maigres de l'Écriture.

Père,

Mon voyage dura plusieurs jours et plusieurs nuits. On s'apercevait qu'on changeait de pays à l'examen des passeports, à la vérification des sommes que nous avions sur nous, à la visite interminable de nos bagages. À la suite d'un triple contrôle exercé en pleine nuit, je me disposais à regagner ma couchette que j'avais louée de Varsovie à Paris. Un employé inconnu me défendit de m'y allonger. « Vous ne devez plus vous en

servir, me dit-il, à cause du monopole des Wagons-Lits ». C'est à ce détail que j'appris que nous étions en France.

Dès mon arrivée à Paris, je me fis conduire sur la rive gauche, vers mon cher quartier latin que je n'avais cessé d'habiter pendant les trois années de mon séjour antérieur. Je n'étais pas poussé par l'unique désir de le revoir, mais c'était la que j'espérais retrouver la trace de mes vieux camarades qui, eux aussi, devaient l'avoir quitté. Ils trouveront bien moyen, me disais-je, de me faire entrer en relations avec les personnalités qui pourront me renseigner sur le cataclysme qui s'est abattu sur la France. Mon chauffeur m'arrêta devant l'ancien domicile de mon vieil ami Adéodat. Et je m'enquis tout de suite de sa nouvelle adresse.

Je fus surpris d'apprendre qu'Adéodat n'avait pas quitté le quartier. Il habitait à trois minutes plus loin dans une petite rue sombre, et il n'avait certes pas gagné à changer de logement. Adéodat lui-même vint m'ouvrir lorsque je frappai à sa

porte. Il me parut ravi de me revoir, mais comme je le trouvai changé !...

— Ne t'inquiète pas, ami, me dit-il, je me porte bien, si j'ai maigri : je ne fais qu'un repas par jour.

Je me souvenais qu'il en faisait trois et quelquefois quatre jadis ; je m'enquis donc de la cause de ce nouveau régime.

— La crise, me dit-il, la crise, encore la crise. Je corrige des copies et je vends des journaux le soir. Bien entendu, j'ai terminé mes études et collectionné des parchemins. Mais, il n'y a pas de place pour moi ni pour les autres. Kou, ajouta-t-il, ne fais pas l'ahuri, tous nos copains sont dans les mêmes draps. Nous entrerons dans la carrière quand nos aînés n'y seront plus. Mais ils y sont toujours, les bougres, et s'y cramponnent ; ils cumulent tous les emplois qui passent à portée de leurs doigts crochus. Il n'y a de place nulle part, ni dans les carrières libérales, ni dans le commerce, ni dans l'industrie, ni dans l'agriculture. Alors nous attendons ou la fin de la crise, ou la fin de notre

jeunesse. C'est si triste d'être jeune, conclut-il en soupirant.

À ce moment-là arriva notre camarade Simone qui, elle aussi, avait suivi autrefois les mêmes cours que moi. Après nous être fait mille amitiés, elle me raconta à son tour ses malheurs.

— Je fais partie, dit-elle, d'une troupe de deux mille licenciées qui attendent un poste auquel nos diplômes donnent droit. On tâche de se placer comme institutrice, mais on nous paie à la journée et on nous accorde d'interminables vacances non rétribuées.

— Des étudiants, reprit Adéodat, font à la fois leur médecine et le ressemelage de chaussures, car beaucoup ne reçoivent plus aucune pension de leurs parents. La plupart font comme moi, ils mangent une fois par jour. Comme tous ne trouvent pas assez de semelles et de talons à changer, il y en a qui sont cavistes, danseurs mondains, chauffeurs de taxis.

— Quelques étudiantes, reprit la camarade Simone, sont ouvreuses dans les cinémas.

— Mais les chômeurs nous font une terrible concurrence, reprirent-ils en chœur.

— Je t'ai dit, continua Adéodat, que j'étais spécialisé dans la correction des copies. Mais, pour avoir juste de quoi manger, il faut y con sacrer de douze à seize heures par jour. Et dire qu'il y a des agrégés qui font ce métier ! Les Normaliens eux-mêmes ne trouvent rien. Toutes les carrières sont bouchées et nous sommes des « hors la vie » ; se marier, fonder un foyer, sont pour nous des actes de folie.

— C'est pitoyable et scandaleux, dis-je à mon tour. Expliquez-moi donc comment ce cataclysme est arrivé.

— Kou, répondit Adéodat, tire toi-même la chose au clair. Au Quartier, quelques-uns d'entre nous ont des idées là-dessus, mais il ne faut pas te laisser influencer, renseigne-toi au dehors.

— En dehors de vous autres, je ne connais personne, répliquai-je, tu le sais bien.

Mais Adéodat est un habile homme. Il me promit de me faire faire la connaissance de

Français *dans les affaires*.

— Je te conduirai là où je sais en rencontrer, m'affirma-t-il, tu n'auras qu'à les écouter parler.

Père, je les ai entendus. C'était dans un petit café de la rive droite où se réunissent tous les soirs quelques Français moyens. Tous se plaignaient de la dureté des temps et les ennuis d'argent étaient l'unique thème des conversations. Tous disaient en manquer et racontaient leurs déboires, car leur seul souci paraissait être la prochaine échéance ; ils ne regardaient pas au delà.

— Je suis à bout, disait l'un, et cela ne peut plus continuer.

— Il m'est impossible de faire rentrer de l'argent, disait l'autre, et cependant mes créanciers menacent de me saisir.

— J'ai encore renvoyé du personnel, disait un troisième, car je vis au jour la journée ; je n'ai plus qu'un but : durer.

Ils étaient d'accord pour reconnaître que leur situation n'avait rien d'exceptionnel, puisque les confrères de la profession étaient tous logés à la

même enseigne. Un retraité eut quelques paroles dures à l'adresse des dirigeants.

Un industriel barbu le prit de haut :

— Il faut vous restreindre, vous dis-je, il faut tous nous restreindre, comme nous le répète, sans trêve, *le sage de Tournefeuille*. Économisons, ne consommons que le strict nécessaire. Chez moi, je donne l'exemple : je me prive, ma femme se prive, mes enfants se privent. Il faut nous résigner à vivre tous le plus petitement possible, en évitant la moindre dépense qui ne serait pas indispensable. Ainsi, moi, je n'ai plus qu'une femme de ménage qui vient deux heures par jour faire le plus gros. À la fin du mois, je la liquide elle aussi. Le fait brutal, avéré, est que la France s'est appauvrie d'un tiers depuis la guerre. Cela, les économistes l'ont établi avec certitude, *c'est indiscutable*.

Un commissionnaire ajouta que si le commerce allait mal, l'exportation n'allait même plus du tout ; et un courtier précisa qu'il n'avait pas reçu le plus petit ordre depuis cinq jours.

— À la campagne, la misère est bien plus grande encore, grogna un agriculteur qui se trouvait de passage à Paris.

Alors, Père, il m'arriva une aventure pitoyable.

Le déluge de lamentations s'étant interrompu un instant, j'eus l'impression que tout le monde me regardait. Je cherchais donc une formule capable de reconforter des gens que je sentais victimes d'une abominable disette. « Vos restrictions ne dureront pas, dis-je à mi-voix, vous connaîtrez bientôt ce qui a toujours réjoui le cœur des hommes : il fait chaud, vous aurez cette année de bonnes récoltes ».

Ah ! Père, jugez de ma surprise. Je n'avais pas terminé que tous étaient debout et m'invectivaient :

— Silence, oiseau de malheur, disait l'un.

— Taisez-vous pour l'amour de Dieu, criait l'autre.

— De bonnes récoltes ! il ne manquerait plus que cela ! hurlait un troisième.

— Nous en crevons, glapit un quatrième.

— Qu'elles soient encore bonnes, cette année, et c'est le désastre et la ruine de nous tous, vociféra l'industriel barbu.

Le cultivateur, indigné, incapable d'articuler un son, tendait vers moi deux doigts menaçants : il voulait conjurer le mauvais sort.

— Cet étranger est suspect, dit quelqu'un qui brandissait une feuille du jour. Ces quelques mots firent taire tout le monde.

— Ce n'est qu'un ignare, laissa tomber un personnage qui, silencieusement jusqu'ici, buvait son café-crème.

Adéodat m'apprit plus tard que c'était un membre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques.

— Jeune homme, reprit-il, s'adressant à moi, d'un ton digne et sévère, vous n'avez donc jamais entendu parler des vaches maigres de l'Écriture ? Eh bien, c'est leur période, et tout le monde en France le sait, le comprend et se résigne.

Cette explication, ô Père, fut pour moi un trait de lumière. Je décidai de quitter Paris dès le

lendemain et de parcourir toutes les campagnes de France à la recherche des vaches maigres de l'Écriture. Et je les découvrirai, affirmai-je à Adéodat, narquois, tandis qu'il me raccompagnait chez moi.

Père, j'ai terminé cette première lettre et ne tarderai pas à vous en adresser d'autres au fur et à mesure que je m'efforcerai de démêler la nature et les causes du cataclysme qui s'est abattu sur ces pauvres gens.

Puisse mon récit paraître digne de la prunelle dont un seul regard permet de dissiper les plus grands mystères de l'univers¹.

Chapitre deuxième

Lettre de Kou à son père

Kou s'est mis à la recherche des vaches maigres. Il ne les découvre pas, mais tombe en admiration devant des campagnes plantureuses et des récoltes magnifiques, Au lieu des vaches maigres de l'Écriture, il rencontre un bétail au poil luisant et à la chair prometteuse.

Père,

Je viens de parcourir la France, du Nord au Midi, du levant au couchant. Je suis stupéfié par la prodigieuse richesse de ces campagnes plantureuses dont la plus petite parcelle est jalousement cultivée. C'est le jardin de la planète, la terre promise, avec tous les dons du Ciel.

Quant aux récoltes, elles sont tellement abondantes que ces pauvres gens, dans leur

détresse, ne savent plus qu'en faire !

Le blé ? Il remplit les silos, les greniers, les hangars. Les cultivateurs ne savent plus où le mettre, car il leur en reste encore de l'année dernière ! On les autorise, paraît-il, à le dénaturer, c'est-à-dire à le rendre impropre à la consommation des hommes. Un cultivateur m'a expliqué que sa récolte était si abondante qu'il lui fallait se faire autoriser à en vendre la plus grosse partie au delà des frontières. Il ajouta que, pour décider les étrangers à le manger à bon compte, le gouvernement lui payait 70 francs par quintal.

— Et où prend-il ces 70 francs, demandai-je ?

— Eh ! dans la poche des contribuables, me répondit le brave homme.

Père, vous avez entendu parler de la Normandie ? C'est, au printemps, le pays des pommiers en fleurs. Leurs superbes fruits gisent dans l'herbe où ils pourrissent aujourd'hui. Un fermier auquel je montrai ce triste spectacle

m'expliqua : Ni mes veaux, ni mes pourceaux n'en veulent plus.

— Que ne les portez-vous au marché ? lui dis-je.

— Cela n'en vaut pas la peine, me répondit-il, elles n'ont pas de valeur : il y en a trop, elles ne paieraient pas la dépense du ramassage.

Je fis la même observation pour tous les produits du sol : des poires superbes, de savoureuses châtaignes, de grasses noix gisent à l'abandon dans les vergers et personne ne s'en soucie. Quant au vin, Père, le bon vin de France, il est si abondant qu'il a déjà rempli tous les tonneaux disponibles. Alors on le perd...

— Et surtout, me confiait un vigneron, que celui d'Algérie ne vienne pas en France !

— Pourquoi, lui dis-je, l'Algérie a le climat qui convient à vos belles vignes ; l'Algérie, c'est la France !

— Pas pour le vin, me répondit cet homme de bien, nous sommes déjà assez malheureux comme cela... D'où je conclus, ô Père, qu'au Pays de

Rabelais, trop de jus de la vigne remplit les hommes de chagrin !

Pour les betteraves, c'est pire encore. Figurez-vous, Père, que les cultivateurs se sont servis d'une charrue profonde. Alors les betteraves sont d'une longueur et d'un poids inusités. Elles regorgent de sucre. Les betteraviers sont consternés devant la ruine de tous leurs espoirs.

Dans certaines contrées, on ne cueille plus ni les choux-fleurs, ni les artichauts, ni les salades.

On retourne les choux pour les enterrer afin de faire de l'engrais. J'ai vu un paysan qui passait froidement la charrue dans un champ de superbes navets. Cela ne paie plus les frais d'arrachage !

Ces gens sont fous, me suis-je dit mille fois. O Père, c'est à n'y rien comprendre. J'ai visité des marchés dans les petites villes de province : c'est un amoncellement de légumes, de fruits, de fleurs dont une grande partie est perdue, car on les jette à la voirie. Ah ! ces abricots dorés, ces pêches veloutées, ces magnifiques grappes de raisin que

l'on bascule dans la rivière et qui s'en vont au fil de l'eau...

Et les vaches maigres de l'Ecriture ? Hélas, Père, je ne les ai point rencontrées. Le bétail que j'ai vu est superbe, mais il est tellement nombreux que son propriétaire s'en arrache les cheveux.

À Douarnenez, Père, un pêcheur me montra son filet et me fit observer qu'il était percé de trois trous.

— Mais, lui dis-je, les poissons vont passer au travers.

— C'est ce qu'il faut, me dit-il, ces trois trous sont réglementaires d'après l'ordre de notre Syndicat : on pêche ainsi moins de poisson et on n'a plus la peine de le rejeter à la mer. Car, Père, ils jetaient à la mer le poisson qu'ils avaient pris la peine de pêcher : il y en a trop. Et je ne vous décrirai pas la scène qui se déroule tous les matins aux Halles Centrales de Paris, à l'heure de la resserre. C'est un gaspillage si méthodiquement organisé de viandes, de poissons, de légumes et de

fruits, que vous chiffonneriez ma lettre dans votre légitime indignation.

J'ai visité les centres industriels qui possèdent un outillage perfectionné et produisent en quantité surprenante des chaussures, des vêtements, des chapeaux, des draps, des couvertures, des meubles, des autos. Tous ces objets fabriqués s'entassent chez les marchands.

J'ai vu un peu partout de grandes maisons modernes, bien bâties, avec chauffage central et toutes les commodités désirables. Des milliers et des milliers d'appartements vides sont prêts à accueillir hommes, femmes et enfants.

Les Français sont loin de manquer de charbon pour se chauffer, non pas de ce charbon qu'il faut aller extraire du fond de la terre, mais du charbon déjà sorti qui, s'élevant en pyramides, m'a fait souvenir de celles d'Égypte.

Enfin, les Français ont toujours beaucoup d'argent à leur disposition. On prétend que trente milliards de francs sont thésaurisés. Même m c'est

vrai, il reste encore autant d'argent en circulation qu'en 1930, avant le cataclysme !!

En fait de cataclysme, je n'ai jusqu'ici découvert que celui-ci : les Français sont vraiment bien à plaindre : ils ont trop de tout.

La France ne se serait donc pas appauvrie d'un tiers depuis la guerre ? Ah, Père, sauf le respect que je vous dois, laissez-moi rire ! Appauvrie Prodigieusement enrichie, doit-on dire. Si le plus petit regard ne suffisait pas à nous en persuader, une minute de réflexion réussirait à nous convaincre.

En 1918. la France triomphait sur le champ de bataille, mais combien profonde était sa détresse économique ! Sur son sol, toutes les artilleries de la planète avaient poursuivi leur œuvre de destruction pendant quatre ans et demi. Les stocks de marchandises étaient épuisés, car tout s'en allait fondre dans le creuset infernal de la bataille. Comment concevoir que la France soit aujourd'hui plus pauvre qu'à la minute où l'on a

tiré sur elle le dernier coup de canon ? N'est-ce pas pure démente que de supposer qu'elle se soit encore appauvrie d'un *tiers* depuis la signature de la paix ?

À quoi donc aurait servi le labeur des millions de Français ? Et l'hymne à la production qu'ils entonnaient en chœur ? Quoi, ils auraient travaillé d'arrache-pied pendant seize ans pour être beaucoup moins avancés qu'au départ ?

Que de pareilles insanités aient pu parvenir à vos oreilles, ô Père, dépasse le petit entendement dont le Créateur m'a gratifié avec beaucoup de parcimonie.

La France, depuis 1918, a récupéré l'Alsace et la Lorraine dont la situation était meilleure qu'au moment où la France les avait perdues, c'est le moins qu'on puisse dire. La France a reconstruit entièrement ses régions dévastées avec un équipement très supérieur à ce qu'il était avant guerre. En voulez-vous la preuve ? Certains industriels envoient à la ferraille quelques milliers des nouveaux métiers à tisser, ce qui dispensera les

Allemands de les détruire à nouveau si l'envie leur prenait de revenir ici.

Les centres industriels de Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, St-Etienne, etc., sont beaucoup plus importants qu'au lendemain de la tourmente.

Enfin, la France a créé des centrales thermiques et aménagé des chutes d'eau qui lui fournissent des milliards de chevaux-vapeur *de plus* qu'en 1918. Et ces forces inépuisables peuvent être transportées, en moins d'un millième de seconde, à l'endroit précis où leur emploi est si précieux pour tous.

Et son agriculture ! Père, avant la guerre, la France importait du blé pour des milliards de francs. Aujourd'hui, le pays en regorge au point qu'il paie pour s'en débarrasser. Ses paysans ont fait un prodigieux effort pour sélectionner les meilleures graines, utiliser de bons engrais, mécaniser les instruments aratoires de jadis.

La France, ô Père, est comblée de tous les biens qui font cette richesse que les hommes ont

toujours convoitée... mais quantité de Français deviennent, de jour en jour, plus misérables.

Car, à la seconde où les Français ont trop de tout, je constate qu'une immense détresse envahit les foyers.

Père, ce contraste entre la richesse collective et la misère individuelle confond ma raison et bouleversera votre cœur.

D'abord, une constatation générale et indiscutable : à part quelques rares exceptions, tous les Français vivent moins bien qu'autrefois. Vivre tous moins bien à l'heure où l'abondance est venue les combler !

Les gens très riches s'imposent des restrictions. Il suffit, pour en être convaincu, de repérer les grands châteaux qui sont à vendre et les grands domaines qui sont à l'abandon. Ce qu'on appelle ici les « millionnaires » ont tous diminué le beau train de vie d'antan.

Chez les Français de classe moyenne qui forment, dit-on souvent, l'armature sociale du pays, la misère a fait de sérieux ravages. Ceux qui

étaient à la tête de petites exploitations ou de petits commerces vivent dans l'angoisse de l'échéance du lendemain. Ceux qui louaient le service de leur intelligence ou de leurs bras souffrent de la compression du prix de revient que pratique le patron et qui consiste, en somme, à comprimer les moyens d'existence des ingénieurs, des employés, des contremaîtres, des ouvriers. D'autres sont victimes d'une politique dite « de déflation » pratiquée par les dirigeants et dont le résultat est de diminuer leurs ressources sans opérer la même réduction sur les engagements qu'ils avaient cru devoir prendre, au nom de cette confiance qu'on n'a cessé de leur recommander. Certains ont signé un bail dont l'exécution des termes est devenue impossible, ou emprunté de l'argent pour acheter un fonds de commerce dont la valeur a diminué, ou contracté un prêt hypothécaire pour construire la petite maison de leur rêve.

Toutes ces dettes, parfaitement légitimes, pèsent d'un poids insupportable aujourd'hui que la

déflation ampute les traitements, les pensions et les salaires.

Tous ces pauvres Français sont, en ce moment, purement et simplement expropriés et vous jugez, Père, du désarroi où cela jette les familles. On se prive même de l'indispensable pour faire bonne figure quand même. Comment mesurer la détresse qui se cache sous des dehors encore convenables, puisqu'on ne veut pas qu'on la devine !

Dans le peuple, Père, c'est pire encore. Toutes les richesses dont je vous ai parlé ont jailli du sol ou sont sorties des ateliers, alors que des milliers de Français se croisaient les bras. Ces mêmes Français sont plongés dans la plus noire misère, car il leur est défendu de vivre s'ils ne travaillent pas.

Et je n'exagère pas, Père. Certes, il y a des secours de chômage qui permettent juste de ne pas mourir de faim. Mais tous n'ont pas droit au viatique. C'est à Marseille un débardeur qui tue sa femme et ses enfants, puis se suicide. À Rennes,

c'est un comptable qui massacre sa famille et se tue. Dans le Nord, ce sont d'autres désespérés qui suivent ces atroces exemples. Je joins à ma lettre ces informations prises dans la grande presse, car vous pourriez craindre que, moi aussi, je ne dramatise les choses.

Ah ! c'est dans le peuple que sévit l'expropriation brutale et définitive. On vend de pauvres mobiliers sur le trottoir dès que la vente peut couvrir les frais de saisie. L'homme, la femme, les enfants, assistent hébétés à ce spectacle, puis leurs ombres vont s'enfoncer lugubrement dans la nuit froide.

Père, de pauvres vieillards qui ont durement trimé toute leur vie, échouent comme des épaves sur les bancs publics où j'en ai vu dormir, harassés, sous la pluie. Ils sont à peine vêtus de guenilles et serrent contre eux, enveloppé dans un méchant journal, tout leur patrimoine présent, passé et à venir ! Ils ont quelquefois de pauvres petits enfants avec eux.

Père, tandis qu'on détruit les choses utiles, les hôpitaux voient fondre leurs ressources dans la proportion où augmente leur clientèle. Et quelle clientèle !

Un médecin, dix médecins, m'ont raconté le spectacle auquel ils assistent. Figurez-vous, Père, que l'Etat alloue à certains vieillards des pensions de 60 francs par mois. On m'a cité une pauvre vieille qui avait vécu (si l'on peut dire) pendant deux ans de ce régime. Comment ? Sur ces 60 francs, elle trouvait moyen de payer son taudis qui lui coûtait 30 francs chaque mois. Il lui restait donc vingt sous par jour avec lesquels elle achetait, toute l'année, des pommes de terre qu'elle mangeait à midi, en conservant soigneusement les épluchures dont elle faisait sa soupe le soir. Il ne lui restait rien pour se chauffer, se vêtir, se procurer du savon... Il a fallu l'hospitaliser pour cause de dénutrition complète... Son cas n'est pas unique.

Père, les assurances sociales, lorsque certaines conditions sont réunies, allouent une

petite mensualité aux tuberculeux. Oh ! pas longtemps : pour six mois seulement. J'ai vérifié, dans certains centres anti-tuberculeux, que ces pauvres malades s'arrangeaient pour aggraver leur état dès qu'approchait le moment où le secours allait cesser. C'est, que ce secours est un peu supérieur à l'allocation de chômage. Alors, ils préfèrent la tuberculose au chômage ! Et ces malheureux procréent de pauvres petits qui seront plus malheureux encore.

Père, je vous quitte, j'ai trop d'exemples navrants à vous donner : vous ne me croiriez pas.

Chapitre troisième

Lettre de Kou à son père

Kou, au retour de son tour de France, rend compte de ses observations à ses amis. Il veut savoir comment la misère peut naître de l'abondance. On lui dit que c'est la conséquence d'une discipline prônée par des doctrinaires qui vivent dans l'abbaye de la Sainte-Économie. Kou visite cet ascète.

Père,

Au retour de mes pérégrinations, ma première visite fut pour Adéodat à qui je fis un compte rendu fidèle de tout ce que j'avais vu. Il parut si peu surpris que son attitude m'exaspéra.

— Tes compatriotes, lui dis-je, sont fabuleusement riches, riches à un degré insoupçonné. Mais ils vivent comme s'ils étaient tous prodigieusement pauvres. M'expliqueras-tu

pourquoi ils ne consomment pas tout ce que leur sol produit, tout ce que leurs usines fabriquent ? Pourquoi se privent-ils ? Ont-ils peur de se servir ?

— Kou, me répondit Adéodat, tu viens de le dire : ils n'osent pas se servir, parce qu'ils se croient tous pauvres. On le leur dit, on le leur démontre et on les empêche de vivre.

— Qui donc, répliquai-je, peut abrutir ainsi le peuple le plus spirituel de la terre ? De grâce, dis-moi quels sont ceux qui vous condamnent à la misère ?

— Qui ? réplique Adéodat, mais ce sont ceux qui endoctrinent les dirigeants et les dirigés.

Devant ma stupeur, Adéodat continua :

— C'est très simple. Il s'agit d'un ensemble de doctrines qui sont pieusement et jalousement conservées dans l'abbaye de la Sainte-Economie. Certains de nos maîtres éminents de la Faculté de Droit y vont faire, chaque année, une retraite salutaire qu'ils appellent leur cure de rajeunissement. Je vais essayer d'obtenir de l'un d'eux, en ta faveur, un permis de pénétrer chez ces

cénobites qui vivent dans l'étude et le recueillement, car l'entrée de l'abbaye est interdite aux profanes. On fera peut-être une exception pour toi en ta qualité d'étudiant étranger.

Adéodat se mit en campagne et fut assez heureux pour me procurer une carte qui, coïncidence curieuse, portait comme en-tête : *laissez-passer*.

Quelques jours plus tard, après avoir étudié l'itinéraire et observé scrupuleusement les indications qui m'avaient été fournies, je découvris l'abbaye au détour d'un chemin.

C'était un grand bâtiment dressant sa masse sombre au milieu de la campagne déserte. Je fus frappé par l'absence de toutes fenêtres ; elles étaient remplacées par quelques lucarnes qui s'ouvraient à des hauteurs inusitées, à croire que les gens du dedans ne devaient jamais regarder au dehors.

Je frappai à une petite porte surmontée du buste d'un monsieur, sous lequel je lus :

St-Jean Baptiste (Say).

Bientôt un homme vint m'ouvrir et, sans un mot, lut soigneusement la lettre que je lui tendais. Soupçonneux, il m'examina longuement ; puis il se décida à me faire entrer dans une petite pièce nue où il me laissa seul un grand moment. Enfin, la porte par laquelle il avait disparu s'ouvrit à nouveau et je vis entrer un gros homme barbu porteur de fortes lunettes.

— Je suis, me dit-il, le Père Visiteur. C'est bien la première fois que je fais les honneurs de l'abbaye à un homme de votre couleur. Suivez-moi, dit-il en riant cordialement.

Nous sortîmes tous les deux et trouvâmes un petit jardin. Se servant d'une forte clef du trousseau pendu à sa ceinture, il ouvrit une grosse porte et j'entrai, très ému, dans un couloir sombre.

— Vous pouvez parler, me dit-il avec un bon sourire, et même m'interroger. Vous avez de la chance d'être admis à contempler ces Messieurs, car vous allez les voir ; ils existent vraiment : ce sont des hommes comme les autres.

Je m'aperçus que le Père Visiteur ne me prenant pas au sérieux, probablement à cause de la couleur de ma peau, était d'humeur joviale. Il cligna de l'œil en me prenant sous son bras :

— Avancez, me dit-il, je vais vous faire voir la grande bibliothèque avant de vous conduire dans la salle capitulaire où se réunissent les Pères pour leurs exercices journaliers. Avancez sans crainte.

— Mais, fis-je remarquer, comme il fait sombre ! Pourquoi a-t-on placé les lucarnes si haut qu'elles éclairent à peine.

— C'est, me dit-il, que les gens qui sont ici ne doivent pas s'intéresser à ce qui se passe ailleurs. C'est la règle, et, pour qu'on l'observe facilement, les carreaux sont à des hauteurs inaccessibles. Tenez, prenons à gauche et entrez avec moi dans la grande salle de travail de ces Messieurs.

C'était la bibliothèque. Je distinguai péniblement des tables couvertes de papiers. Tout autour de la pièce, des armoires basses étaient remplies de livres ; sur chacune d'elles, je reconnus les portraits des Physiocrates. Mais, ce qui

m'étonna le plus, ce furent des piles et des piles de livres s'élevant, dans chaque coin, jusqu'au plafond.

— Que de livres, observai-je ! Elle est prodigieuse cette bibliothèque !

— Ah ! répondit mon guide en hochant la tête, elle est unique au monde : tous les chefs-d'œuvre de l'économie politique : les travaux de Condillac, du margrave de Bade, de l'abbé Galiani, de Boisguillebert. Voyez, continua-t-il, les écrits des Turgot, Dupont de Nemours, le Trosne, Mercier de la Rivière ; ceux de l'abbé Bandeau, de Quesnay, etc.. Nous les possédons tous, tous sans exception. Ici, à gauche, c'est Adam Smith et son école ; à côté, les pages inoubliables de l'abbé Morellet, les découvertes de Richard Cantillon, Carey, Stuart-Mill ; plus loin, notre maître des maîtres : Saint-Jean-Baptiste (Say).

Le Père Visiteur se recueillit un instant.

— Voyez, reprit-il, il a comme une petite chapelle faite exprès pour lui. Voilà encore Adam Smith, Bastiat et tant d'autres que je ne puis vous

citer. D'un geste large, il désignait tour à tour des pyramides de bouquins.

— Mais, dis-je, je ne vois que de vieux auteurs, votre collection d'ouvrages modernes se trouve donc ailleurs ?

— Ah ! répondit-il avec un sourire, Monsieur Kou voudrait donc voir ici des œuvres modernes ? Qu'il sache que notre abbaye contient exclusivement les œuvres des économistes qui découvrirent les lois éternelles régissant les rapports sociaux des hommes. Ces économistes vivaient dans le siècle, allaient et venaient comme ils le voulaient à la recherche des fameuses lois. Mais dès qu'ils les eurent découvertes, ils se réunirent ici pour les conserver pieusement. Depuis lors, les économistes sont cloîtrés et vivent en cénobites avec tous les matériaux qu'avaient accumulés leurs maîtres vénérés. À partir de ce moment-là, aucun document étranger n'a été autorisé à pénétrer ici, car il risquerait de souiller le monument élevé par Saint-Jean-Baptiste (Say) et ses disciples. Oui, jeune homme, pas un livre n'est

entré ici depuis 1880. Nous n'avons fait une exception que pour ceux de notre frère Germain-Martin qui, bien qu'écris plus tard, sont cependant de la glorieuse époque.

— Son livre le plus récent n'est-il pas intitulé : « Sommes-nous sur la bonne route » ? glissai-je au Père pour faire preuve d'érudition.

— Oui, répondit-il, en étouffant un gros rire en sourdine. Mais, suivez-moi, il vous faut apercevoir ces Messieurs; l'heure approche où ils s'assemblent chaque jour dans la grande salle capitulaire.

Nous quittâmes donc l'immense bibliothèque où nous n'avions aperçu jusqu'ici âme qui vive, pour prendre de longs couloirs obscurs et déserts. De loin en loin, le Père Visiteur entr'ouvrait une porte et me permettait de risquer un œil à la dérobée. J'apercevais des pièces sombres encombrées de livres et de documents.

— Ce sont, me dit-il, les cellules réservées où s'enferment ceux de nos messieurs qui veulent plus complètement pénétrer la pensée intime d'un

grand maître. Voici la cellule dédiée à Stuart Mill et ses disciples.

Et j'entrevis, dans la pénombre, des vitraux enduits de personnages aux nuances molles.

— C'est le maître et ses disciples, me dit le Père Visiteur, en me faisant découvrir des redingotes noires et des jabots de dentelle. Il referma la porte doucement et en entr'ouvrit une autre : celle de Legendre, contemporain de Colbert, murmura le Père Visiteur, l'inventeur de la fameuse formule « Laissez faire, laissez passer ». Ah ! soupira-t-il, que d'ennuis nous eûmes à ce sujet avec les héritiers de Ponce-Pilate ; ils perdirent heureusement leur procès.

Enfin, nous pénétrâmes dans la grande salle du chapitre dont l'allure sévère provoqua mon admiration. Dans le clair obscur, j'aperçus des stalles de bois sculpté disposées à droite et à gauche. Au fond, je devinai la silhouette de Saint-Jean-Baptiste (Say) qui se profilait sur la verrière.

— Ne bougeons pas, dit le Père Visiteur, ils vont entrer.

À ce moment, des hommes pénétrèrent dans la salle du chapitre et se dirigèrent vers les stalles qui, une à une, se remplirent. Le Père Visiteur voulut bien me nommer quelques-uns des arrivants et les dépeindre agréablement.

— Celui-ci, c'est le Père Momier², me dit-il, en désignant un homme robuste, au visage rasé, porteur de grosses lunettes d'écaillés, qui venait de prendre place dans une haute stalle tout au bout de la rangée de droite. C'est notre révérendissime.

Il ajouta plus bas :

— Historien, venu tard à la Sainte-Économie, mais qui sut rattraper le temps perdu. Il en a fait une brillante traduction à l'usage des gens très riches. Il en tire vanité et des ressources dont nous profitons tous, ajouta-t-il dans un murmure.

Le Père Momier parut se recueillir. Il plongeait son nez dans son antiphonaire.

— Sans doute prépare-t-il l'office du jour, dis-je à mon guide.

— Pourquoi faire ? me répondit-il, c'est tous les jours le même.

Un autre Père parut alors, et dès qu'il fut assis :

— C'est le Père Minoux-Minout, assura mon guide, un bourreau de travail, un ouvrier qui fait chaque jour sa journée industrielle.

Mais d'autres Pères entraient à la queue-leu-leu, s'inclinant devant le Père Abbé avant de prendre place dans leur stalle.

— Celui-ci, dis-je, montrant un Père qui s'était installé sans saluer, et dont l'abord était aigre et renfrogné ?

— Le Père Pèze, me répondit-il, autrement dit la science financière faite homme. Confesseur attitré de plusieurs de nos législateurs, il est encore, en outre, le conseil financier éclairé de la plupart des gouvernements européens. Il est vrai, ajouta-t-il en se rapprochant de moi, qu'ils sont tous en faillite, mais cela n'enlève rien, affirme-t-il, à la renommée universelle qu'il croit avoir.

Comme il achevait ces mots, entra un Père à la démarche altière que je crus reconnaître :

— N'est-ce pas le Père Ollix ? demandai-je.

— Lui-même, me dit-il, la lumière de l'enregistrement et du timbre. Ce sont, comme chacun sait, les plus hauts belvédères d'où l'on puisse découvrir l'ensemble de l'économie. Sa mémoire est une source inépuisable... au demeurant un barbouilleur impitoyable qui ne laisse pas de se répéter.

— Et celui-ci ? dis-je, en montrant un petit Père à allure vive et joyeuse qui s'était assis sur un simple tabouret.

— Ce n'est pas un Père, c'est frère Jeunet, répondit-il, un de nos novices les plus ardents, infatigable et plein de foi. Quel travailleur ! Il écrit midi et soir.

— Cela n'influe pas trop sur sa santé, m'inquiétai-je ?

— Nullement, répondit le Père Visiteur. Il était bien sujet autrefois à quelques violents accès de fou-rire ; mais notre Père Abbé, qui s'y connaît, y a mis bon ordre en lui défendant de se relire.

Furtivement, un retardataire venait de se glisser dans sa stalle.

— Qui est-ce ? dis-je à mon cicérone.

Le Père Visiteur ne l'épargna point :

— C'est le Père Trist, esprit très fort, mais, comment dirai-je, à tendances un peu inquiétantes, presque non-conformistes. Oh ! rien de grave, ajouta-t-il avec un sourire. Un jour, ne l'a-t-on pas aperçu juché sur un escabeau, essayant de regarder au dehors par la lucarne du réfectoire ! Fort heureusement, sa vue n'alla pas bien loin...

L'office allait commencer, car le Révérendissime venait de donner un coup sec de sa claquette.

— Confrères, dit-il, martelant les syllabes et plaçant l'accent tonique sur la première, je vais réciter, à votre intention, l'oraison de l'équilibre budgétaire.

D'une voix monocorde, et tandis que tous s'inclinaient, le Père Abbé énuméra les avantages d'une sage administration financière. Je saluai au passage la pénultième et l'ante-pénultième, lorsque les confrères se redressèrent épanouis : Laissez faire, laissez passer, crièrent-ils d'une seule voix.

J'entendis alors défiler les antiennes du psautier : *les litanies de la saine monnaie, le cantique de la déflation*, tandis qu'après chacun de ces chants retentissait le même répons bref du chœur :

— Laissez faire, laissez passer !

Suivirent deux beaux psaumes. Le premier, en *ut majeur*, commençait par ces mots : *La concurrence est aux hommes ce que le soleil est à la nature* ; le second, en *la mineur*, débutait ainsi : *Elle est enfin venue la grande Pénitence pour faire expier tes excès de labeur, etc.*

Au bout d'une demi-heure, les chants cessèrent et tous les confrères parurent se recueillir un instant. Alors, brusquement, les yeux au ciel, ils entonnèrent tous, à pleine voix, l'hymne sublime à *la confiance* qui fit trembler les vitraux.

C'était tout. L'office était terminé.

Le Père Visiteur m'entraîna dans le cloître où nous croisâmes un Père massif et bedonnant qui s'épongeait le crâne. Mon guide crut bon de me présenter :

— Éminent Père, Kou, étudiant, l'un de vos jeunes et lointains disciples.

Puis, se tournant vers moi :

— Le Père Zéphyrin, juriste, jurisconsulte, législateur, économiste.

— Et membre de l'Institut, fit le Père sèchement ; là-dessus, il pivota et nous tourna le dos.

— Vous voici édifié, ajouta mon mentor en prenant mon bras. Laissons ces Pères à leurs précieuses études. Vous les voyez se diriger vers la grande bibliothèque que vous connaissez déjà.

— Mais qu'y font-ils ? questionnai-je.

— Ils interprètent les faits qui, par hasard, viennent à leur connaissance, me dit-il, et projettent sur eux la lumière de la doctrine dont ils sont dépositaires.

— Et c'est tout ? risquai-je, irrévérencieusement.

— Ensuite, ils assurent la bonne marche du B.Q.

— Quoi, une ligne d'autobus ! et il me prit une si forte envie de rire que je n'eus pas peu de peine à m'en empêcher.

— Le B.Q., reprit le Père Visiteur, c'est le *Bulletin Quotidien*³. Nous désignons ainsi l'organe officiel de nos Messieurs. Ils le rédigent à l'usage de nos adeptes : patrons, journalistes et hommes d'Etat.

— C'est un gros travail !

— Surhumain, dit le Père ; nos Messieurs suent sang et eau pour trouver l'explication orthodoxe des événements qui se passent dans le monde. Quels efforts pour démontrer que la consommation croît en raison directe de la diminution du pouvoir d'achat, que la baisse des salaires est un facteur de reprise, que l'étatisme est un fléau dès qu'il ne se contente plus de protéger les gros producteurs, que la politique de déflation favorise les fonctionnaires et les travailleurs ! Jugez si ces études sont ardues ! Mais, à la longue, elles rétablissent la confiance et la confiance fait des miracles.

— Mais, j'y songe, Kou mon ami, reprit mon guide, ne conviendrait-il pas que vous profitassiez de votre passage pour fortifier votre foi qui me paraît chancelante ? Avec lequel de ces messieurs vous plairait-il d'avoir un entretien au cours duquel vous confesseriez vos erreurs ?

— Je vous sais très bon gré de vos louables intentions, répondis-je. Cependant le choix m'embarrasse.

L'aimable Père me mit à l'aise :

— Qu'importe, me dit-il, puisqu'ils vous diront tous la même chose.

Il me fit alors pénétrer dans une de ces petites pièces réservées qui ouvraient sur le cloître et m'y laissa en me disant qu'il allait prévenir un de ces Messieurs. En effet, un Père économiste vint me rejoindre quelques minutes plus tard et, après m'avoir fait signe de m'asseoir, vint prendre un siège à côté du mien.

Chapitre quatrième

Suite de la lettre précédente de Kou à son père

Kou a un entretien avec un Père économiste. Ce qu'il en advint.

— J'estime, me dit-il, que votre joie doit être grande d'être admis à pénétrer dans l'abbaye de la Sainte-Economie. Cependant, le Père Visiteur m'a laissé entendre que quelques points de notre doctrine ne vous paraissaient pas d'accord avec les faits. Je puis redresser vos erreurs et vous écoute.

— Monsieur, dis-je à mon tour, puisque vous m'y autorisez, je vous ferai part de mes doutes sur le bien-fondé de vos doctrines. Celles-ci furent certainement justes autrefois, mais qui donc a garanti qu'elles le demeureront jusqu'à la fin du monde ? Les Pères dont vous conservez le précieux enseignement n'ont pu porter leurs observations que sur quelques années, deux siècles tout au plus.

Or, soixante siècles, dont l'histoire nous est vaguement connue, ont précédé les leurs et d'autres ont suivi et suivront encore...

Le Père m'interrompt :

— Jeune homme, vous vous égarez. Il existe des lois naturelles qui sont vraies de toute éternité, comme, par exemple: la loi de la gravitation. Or, les lois économiques qui régissent les hommes sont du même ordre. Les économistes ont eu la sagesse de les découvrir : elles règlent les rapports entre les hommes qui vivent en société, et, tant qu'il y aura des sociétés, ces lois s'exerceront.

— Cependant, continuai-je, les sociétés humaines évoluent constamment : la propriété s'étendait autrefois aux esclaves, aujourd'hui elle est limitée aux objets matériels, et même elle subit constamment de nouvelles restrictions.

— Je vous vois venir, dit le Père, vous voulez rendre les lois économiques responsables de l'état de choses actuel, alors que ce sont les hommes qui sont fautifs en ce sens qu'ils ne laissent pas

fonctionner librement le jeu des lois économiques, notamment celle de la concurrence.

— Ou je suis fort trompé, répliquai-je, ou ces fameuses lois éternelles sont extraordinaires, puisque l'homme est libre de les observer ou de ne pas les observer. Si j'essayais de manquer de respect à la loi de la gravitation, il m'en cuirait, n'est-il pas vrai ?

— Votre remarque est stupide, me dit aimablement l'économiste ; instruisez-moi des sujets où notre doctrine vous paraîtrait en défaut, car l'heure s'avance.

— À l'égard de bien des choses, répondis-je, elle me paraît fâcheusement en retard sur les événements. Votre fameux « laissez faire, laissez passer » a été scrupuleusement observé, comme dans la jungle, et il aboutit à l'effrayant désordre auquel nous assistons et que je dépeins ainsi : deux pyramides qui s'élèvent parallèlement sans arrêt : l'une est celle de la production des choses utiles aux hommes, l'autre est celle des besoins inassouvis. On crie de faim devant une table bien

servie et l'on couche dans la rue en contemplant des appartements vides. Puisque vous m'invitez à faire la critique de votre doctrine, je vous dirai qu'elle ne tient pas compte des progrès inouïs que réalise la technique. Depuis cinquante ans à peine, ils renversent et vos prévisions et vos doctrines. Car d'où peuvent procéder tant de faits contradictoires ?

— Continuez, dit-il, vous m'intéressez.

— Je continue. Les hommes, ayant réussi à capter l'énergie qui dormait dans la nature, utilisent aujourd'hui les forces motrices inépuisables qu'ils tirent de la houille, du pétrole et des chutes d'eau. Grâce à leur intervention, tout l'outillage construit par les hommes s'est mis à produire en quantités énormes, de sorte que trente millions de travailleurs se croisent déjà les bras ; ils sont inutiles puisque des milliards de chevaux-vapeur travaillent à leur place. Mais, comme ils ne travaillent pas pour eux, les voilà condamnés, avec leur famille, à une misère pire que celle que connaissent les sauvages, tandis que les produits

s'entassent inutilement et qu'on commet même le crime de les détruire.

— C'est tout ? répliqua-t-il avec un sourire.

— Non, répondis-je sans m'émouvoir, avant qu'il soit peu de temps, cette situation ne pourra que s'aggraver, car le progrès ne s'arrête jamais.

— Oh ! je vous vois venir : vous êtes l'ennemi des machines. Vous tombez dans l'erreur des ouvriers qui, au temps de la reine Elisabeth, détruisirent les premiers métiers à tisser. Cependant ces hommes avaient tort...

Cette fois, ce fut à moi de l'interrompre :

— De grâce, Monsieur l'économiste, ne me répétez pas cette leçon que je connais bien. Vous avez condamné ces excès dans tous vos cours d'économie politique, et, depuis qu'il y a un étudiant en droit, il sait, car vous ne cessez de le dire et de le redire, que les ouvriers eurent tort de briser les premières machines ; mais, voulez-vous me dire pourquoi vous restez silencieux devant les patrons qui, aujourd'hui, faisant preuve de la même ignorance criminelle, détruisent d'autres

métiers à tisser, encore plus perfectionnés ? Sont-ils donc excusables que vous ne leur adressiez le plus petit reproche ?

— Ces industriels du Nord, me répondit-il, n'agissent ainsi que pour sauvegarder l'avenir de leur industrie.

— Autrement dit pour conserver leurs profits, répondis-je, et avec cette circonstance aggravante qu'ils détruisent des métiers payés par tous les Français, car ils ont été construits grâce à des dommages de guerre. Il y en a pour plus de cinquante millions de francs. En somme, ces industriels français font en temps de paix ce qu'ils reprochaient aux Allemands de faire en temps de guerre. Si votre docte enseignement était sagement impartial, vous devriez reprocher aux patrons ce que vous reprochiez aux ouvriers de la reine Elisabeth. Pourquoi cette différence entre le patron qui veut sauver son profit et l'ouvrier qui voulait sauver son gagne-pain et celui de sa famille ?

— Comprenez donc, me répondit-il, que l'on a trop produit, beaucoup trop. On a surproduit.

— N'est-ce pas le résultat du « laissez faire » ?

— Nullement, jeune étranger, c'est la faute d'un débordement de crédit qui s'est produit dans les années de facilité, pour employer l'heureuse formule de notre frère Germain-Martin.

— Alors, dis-je, il ne faut pas *laisser faire* le crédit ?

— Toute faute se paie, répondit-il d'un ton résigné.

— Mais, si ce sont les trente millions de chômeurs qui paient de leur misère les excès du « *laissez faire* » des fabricants de crédit, vos lois naturelles me paraissent d'une injustice révoltante, dis-je en prenant mon courage à deux mains.

— Tout cela n'est qu'un moment à passer, m'assura l'économiste, et, avec de la patience et de la confiance, tout rentrera dans l'ordre.

— En attendant, observai-je, tout va de mal en pis, les ruines s'accumulent et la détresse fait son apparition dans un grand nombre de foyers.

— C'est l'époque des vaches maigres, voulut-il reconnaître. Vous savez bien que la France s'est

appauvrie d'un tiers depuis la guerre.

— Que voilà, dis-je, une bonne parole.

Figurez-vous, Monsieur, que mon père m'a envoyé en Europe pour me rendre compte du cataclysme qui s'était abattu sur votre pays, car vos journaux nous en ont porté la connaissance jusqu'aux fins fonds de l'Asie. Je suis accouru pour étudier cette catastrophe, ses causes, ses effets. Or, j'interroge tout le monde, j'ai visité Paris et la province, et nulle part je n'ai trouvé trace de ce bouleversement inouï, alors qu'un cataclysme qui détruit en vingt ans le tiers de la richesse d'un pays devrait pourtant être visible à l'œil nu ! Monsieur l'économiste, éclaircissez le mystère, je vous en supplie, afin que je puisse prévenir mes compatriotes et leur éviter, le cas échéant, pareil malheur. Où, quand, comment s'est produite une catastrophe dont on ne trouve aucun équivalent dans l'histoire ?

Il me mit au fait en peu de temps :

— Jeune homme, le ver rongeur de notre économie, l'auteur des dégâts inouïs que vous

constatez, n'est pas un gigantesque tremblement de terre qui aurait englouti les biens de notre territoire; c'est pire : c'est l'étatisme. D'ailleurs, il ne fait pas de ravages que chez nous, il dévore la planète.

Je me levai d'un bond :

— Monsieur, lui dis-je, je donnerais volontiers ma vie pour détruire ce monstre; indiquez-moi où et à quelle heure on le rencontre ! Je veux en délivrer la France.

— Ah! reprit-il avec un gros soupir, il est partout et il n'est nulle part. Mais son action destructive n'est que trop abominable. Notre budget est en déficit...

Je respirai :

— Si ce n'est que ça, dis-je...

— Ce n'est pas tout. Voyez la baisse des valeurs en bourse depuis vingt ans; faites le compte.

Je respirai plus largement encore :

— Monsieur l'économiste, on ne mange ni les actions, ni les obligations, ni les fonds d'Etat. Tout

cela, c'est du papier indigeste dont la masse ne nourrirait ni vous, ni vos confrères, pendant une demi-journée. J'ai appris dans vos livres que ce n'étaient que des titres représentatifs de richesses, autrement dit des photographies que l'on se passait de main en main, et qui conféraient à leur détenteur le droit de prélever quelque chose sur le produit du travail d'autrui. Qu'importe que les photographies n'aient plus la valeur, d'ailleurs toute conventionnelle qu'on leur donnait autrefois, du moment que l'original est toujours là et en bon état. Si vous me le permettez, je me propose de vous démontrer, en me servant rigoureusement de votre enseignement, que les richesses de la France, loin d'avoir été amputées d'un tiers depuis la guerre comme une erreur de raisonnement vous le fait dire, et à la suite d'un cataclysme imaginaire que vous êtes incapable de décrire, que ces richesses, dis-je, ont, au contraire, considérablement augmenté depuis vingt ans, et que jamais, vous entendez bien, *jamais*, les Français n'ont été aussi riches qu'aujourd'hui.

« Avant la guerre, la France importait chaque année du blé contre d'énormes sommes d'argent. Aujourd'hui, non seulement elle n'en importe plus, mais elle paie très cher (70 francs par quintal) pour s'en débarrasser par l'exportation. Sans compter le blé que l'on dénature légalement, afin d'être bien sûr que les Français ne le mangeront pas.

« Il en est de même de tous les produits agricoles. Le vin, par exemple, est si abondant que vous n'autorisez pas celui que produit l'Algérie à venir chez vous ; on ne le tolère qu'au compte-gouttes, comme s'il venait de l'étranger.

« À l'égard de l'industrie, vous êtes infiniment plus riches qu'au lendemain de la guerre et même beaucoup plus qu'avant la tourmente. Vous avez recouvré l'Alsace et la Lorraine dont les ressources sont immenses ; vos régions dévastées sont équipées au triple d'avant-guerre. Vos ressources d'énergie industrielle tiennent du prodige et s'augmentent de mois en mois. Vous êtes entrés,

grâce au génie de vos savants et au labeur de votre peuple, dans l'âge merveilleux de l'abondance...

— Quoi ! m'interrompt-il. Je vous répète que tout cela, ce sont des richesses fictives créées par un abus incroyable du crédit. Notre frère Germain-Martin a stigmatisé, en termes inoubliables, la folle politique de la facilité qui a sévi sur notre pays. Il est en train d'en réparer les ravages, et ce sont les temps difficiles que nous traversons.

— Monsieur l'économiste, repris-je, puisque vous vous répétez, je suis bien obligé de revenir aussi à ma question : que se passait-il donc dans ces années de facilité ?

— Tout le monde, répondit-il, se croyait riche et se comportait comme s'il l'était vraiment. On dépensait à tort et à travers, car on ne se refusait rien. Les bons morceaux étaient raflés au marché par les femmes des ouvriers qui portaient des bas de soie. Il faut être naïf pour s'imaginer que cela pouvait continuer, naïf pour ne pas voir que ces richesses étaient fausses, que tout était fictif du haut en bas de l'échelle sociale, car tout le monde,

je vous le répète, était pris de la folie de profiter de la vie le plus largement possible.

— On consommait donc beaucoup ?
demandai-je.

— C'était l'orgie, le Bas-Empire, je vous le dis pour la seconde fois.

— Alors on consommait des choses réelles, fis-je remarquer. On ne se régalait ni de crédits, ni de billets de banque, et l'on n'absorbait pas de comptes en banque jusqu'à indigestion. On consommait, dis-je, des choses substantielles. Le poulet n'était pas fictif, même dans les années de facilité ; le cinéma n'était pas fictif ; en d'autres termes, l'orgie portait sur d'excellentes choses à boire et à manger ; les vêtements qu'on achetait ne tenaient pas fictivement chaud.

— Où voulez-vous en venir ? dit-il impatienté.

— À ceci, répondis-je, c'est que si les riches *réelles* que l'on consommait en abondance pendant les années de facilité ont disparu, je comprends l'impérieuse nécessité de se restreindre

et de faire pénitence. Tous les efforts des Français doivent tendre à reconstituer ces richesses dont on aurait fait une consommation déraisonnable ; tous les Français doivent se mettre courageusement au travail... Mais alors pourquoi est-il presque impossible d'en trouver ?

Le Père économiste regardant au plafond, je continuai :

— C'est que ces richesses réelles existent toujours, elles sont même plus abondantes que pendant les années de facilité. Alors, parce qu'elles sont encore plus abondantes, nous sommes obligés de vivre des temps difficiles ?

— Monsieur, me répondit-il, je vois que vous n'entendez rien à l'Economie Politique.

Il ne m'eut servi de rien de le contredire ; cependant, j'osai lui affirmer que je m'en étais fait instruire, il y a quelques années, à la Faculté de Droit⁴.

— Nous allons bien voir, dit-il gracieusement.

— On m'a appris que l'Économie Politique avait fait son apparition, à la fin du dix-huitième

siècle, avec les Physiocrates. Ceux-ci voyaient l'unique source des richesses dans la terre qu'il convenait de cultiver le mieux possible. Je suppose que, sous ce rapport, les Physiocrates devraient être contents, car ils n'ont jamais soupçonné qu'on tirerait du sol, grâce à la sélection des graines, à la motoculture et aux engrais chimiques, les rendements prodigieux que l'on obtient presque partout. Les Physiocrates, s'ils ressuscitaient, proclameraient qu'aujourd'hui c'est l'âge d'or.

— Les Physiocrates, interrompit le Père économiste, ne pouvaient soupçonner l'extension que prendrait l'industrie de transformation, car elle n'existait de leur temps qu'à l'état embryonnaire.

— Précisément, dis-je à mon tour, et l'essor dont vous parlez prit naissance dès que les hommes trouvèrent moyen de faire marcher les machines toutes seules, grâce à l'énergie qu'ils surent capter dans la nature, c'est-à-dire à la houille, au pétrole, aux chutes d'eau. Il y a eu là, pour l'humanité, une seconde source de richesses, un second âge d'or qui se superpose au premier.

Alors pourquoi les hommes deviennent-ils tous individuellement de plus en plus malheureux ?

— Parce qu'ils ne nous écoutent pas, reprit l'économiste, parce qu'ils ne veulent pas laisser jouer librement nos lois éternelles.

Et il m'expliqua longuement que ces lois sont assises sur des trônes d'où elles gouvernent le monde.

J'essuyai tranquillement ce discours, puis je lui dis :

— Encore une question, Monsieur l'économiste.

— Faites vite, dit le Père, je suis pressé.

— Voici : vous reconnaissez que les économistes dont vous vous réclamez ont fait porter leurs observations dans un temps où il n'existait ni téléphone, ni télégraphe, ni T.S.F., ni aviation (qui rapprochent les hommes), ni moteurs à explosion, ni métallurgie chimique, ni bactériologie, ni engrais chimiques, ni surtout ces milliards et ces milliards de chevaux-vapeur qui sont venus travailler pour nous, qui se

transportent, en un millième de seconde, là où Ton a besoin d'eux, et que tout cela permet à l'homme de fabriquer une quantité presque illimitée de choses utiles, avec tous les jours un peu moins de travail humain.

— Et alors ? m'interrompit-il.

— Alors ces fameuses lois éternelles mériteraient peut-être d'être révisées.

— Impossible, dit-il, elles sont éternellement vraies.

Je lui témoignai qu'il me ferait plaisir en parlant des chômeurs.

— Ils retrouveront du travail, commença-t-il, c'est une question de temps. La loi de l'offre et de la demande joue aussi sur le marché du travail.

— Et à quel prix ? questionnai-je.

— Au prix fixé par la concurrence, autre loi naturelle, me répondit-il de sa voix blanche.

— Mais, dis-je encore, les économistes ont affirmé justement que les salaires baissent lorsque deux ouvriers courent après le même écu. Que deviendra leur salaire aujourd'hui que trente

millions d'hommes courent après un patron-fantôme ?

— Encore une fois, dit-il en élevant la voix, c'est parce qu'on a trop produit.

— S'il y a surproduction aujourd'hui, alors que trente millions d'hommes se croisent les bras, que sera-ce demain si ces trente millions d'hommes travaillent ? On produira moins ?

— Mais vous oubliez les capitaux qui se terrent, parce que l'étatisme les effraie.

— Je crois, dis-je sans rire, que si ces capitaux font preuve de timidité, c'est qu'ils hésitent entre la métallurgie et le textile. Certes, ils pourraient s'investir encore dans la production d'un peu plus de blé, d'un peu plus de vin, de chaussures, d'automobiles, d'appartements vides. Mais ne venez-vous pas de me dire que le monde souffre déjà de surproduction ? Vous proposez comme remède une sur-surproduction ?

Cette question eût le don de le mettre de mauvaise humeur :

— Vous déraisonnez complètement, m'assura-t-il, en me jetant un regard sévère. Puis il ajouta :

— Vous êtes un ignare et peut-être même un mauvais esprit.

— Monsieur, dis-je, sans m'émouvoir, mon mauvais esprit se refuse d'absoudre le dardanariat honni par les auteurs latins et qui consistait, vous le savez mieux que moi, à détruire une partie des récoltes pour faire monter les prix. C'est ainsi, continuai-je, que, la production inouïe des richesses dépassant les besoins solvables, on n'hésite pas à anéantir cet excédent. J'ai apporté avec moi des chiffres qui sont d'ailleurs très au-dessous de la réalité. En quelques mois, dans le monde, on a brûlé volontairement 886 000 wagons de blé. C'est à peu près la consommation annuelle de tous les Français. On a détruit 144 000 wagons de riz ; 6 millions de porcs, 600 000 vaches ont été massacrés et soustraits à la consommation des Américains. On a agi de même au Chili et en Argentine pour 550 000 moutons. En Hollande, on

a sacrifié 200 000 vaches laitières. Des milliers et des milliers de tonnes de viande conservée ont été brûlées. L'orge et l'avoine ont servi de combustible au Canada et le coton en Egypte. Le Brésil a noyé, en vue de ses côtes, 32 millions de sacs de café, etc.. J'allais oublier le sucre : 13 millions de tonnes de canne à sucre ont été brûlées à Cuba...

Le Père économiste m'interrompt :

— C'est de la surproduction, je vous l'ai déjà dit.

— Ces montagnes de sucre brûlé, continuai-je, étaient destinées à faire monter le prix du sucre. Savez-vous ce qu'il vaut sur le marché mondial ?

— Je ne m'arrête pas à ces détails, répondit le Père économiste impatienté, je n'ai jamais mis les pieds chez un épicier.

— Le sucre ainsi sauvé d'un criminel incendie, précisai-je, a un cours mondial qui se pratique en Hollande où, compte tenu du transport à travers l'Océan et de l'emballage, il est vendu 27 centimes le kilog à l'heure où nous parlons.

« Ne voyez-vous donc pas que ces destructions systématiques de produits, nécessaires à l'existence de millions de familles, ne sont faites que pour ressusciter un profit que tue l'abondance ? Que ce régime social dont vous êtes le défenseur exige, pour que les produits aient de la valeur, qu'il existe toujours des besoins insatisfaits : donc toujours, indéfiniment, des malheureux ?...

— Ah ! je ne m'étais pas trompé, interrompit le Père économiste, vous êtes un révolutionnaire !

— Monsieur, lui dis-je, je récusé l'autorité de tous vos docteurs et je n'entends me soumettre à leurs formules qu'autant que j'en aperçois la vérité. Il ne peut pas y avoir de surproduction tant que des millions de familles manquent du nécessaire. Je consens qu'il puisse y avoir surproduction sur un seul article : les cercueils. Et même, en fabriquerait-on un de trop, qu'on pourrait l'utiliser pour porter définitivement en terre toutes vos doctrines.

Le Père économiste n'y tint plus et se leva, très pâle :

— Vous êtes un bolchevik ; cria-t-il, détachant les syllabes une à une. Sortez !

Je me levai à mon tour, mais ma pâleur ne pouvait le frapper puisque je suis toujours jaune :

— Et vous, lui dis-je, vous êtes un imposteur ou un sinistre farceur, à votre choix. Peut-être même les deux à la fois. Vos doctrines absurdes ne sont faites que pour augmenter indéfiniment la misère de la majorité des hommes. Elles perpétuent un ordre social où il vaut mieux être chien de riche que gosse de pauvre. Vous devez être à la solde du fort pour prêcher le faible auquel vous ne parlez que de ses devoirs, tandis que le fort n'aurait que des droits...

C'en était trop. Le Père Economiste, suffoqué de rage, abat sa main sur ma figure tandis qu'il crie très fort : *Au secours !*

Il n'y a patience de saint qui puisse accepter pareille violence. Une rapide passe de jiu-jitsu me permit de l'immobiliser, au moment même où

j'entendais, dans le couloir, le galop ouaté des savates m'annonçant que ces messieurs avaient été alertés par le cri du confrère. À ma grande surprise, ils ne pénétrèrent pas dans la pièce, mais s'arc-boutèrent prudemment derrière la porte.

— *Ne le laissez pas faire !* criait mon économiste au comble de la fureur.

— *Ne le laissez pas passer !* hurlaient les autres, massés à la sortie.

Chapitre cinquième

Lettre de Kou à son père

Kou trouve moyen d'assister à une séance du conseil d'administration d'une puissante société. Il parle ensuite politique, jeux de hasard, théâtre, justice, etc..

Père,

Adéodat, je vous l'ai déjà dit, est un habile homme. Il savait combien il était utile à mon enquête que je pusse pénétrer dans le labyrinthe des grandes affaires, et notamment dans le refuge des dirigeants de l'économie. Or, il vient de m'en donner le moyen. J'ai pu assister à une séance du conseil d'administration d'une société industrielle, aux côtés du secrétaire du conseil qui est un ami d'Adéodat. La couleur de ma peau me travestit en curieux sans importance et un étranger est

toujours bien reçu lorsqu'il s'extasie. Je fais figure du demi-sauvage avide de s'instruire.

Me voici donc dans l'arche sacro-sainte, salle à la fois sobre et imposante, où j'ai trouvé, réunis, M. l'administrateur-délégué (avec pleins pouvoirs) B., Messieurs les administrateurs C. D. E. F. G. H. et I, délibérant sous la férule de M. le président A. Je transcris l'essentiel de leur discussion, en mettant entre parenthèses mes réflexions mentales à seule fin de vous prouver que votre fils ne perd pas son temps en France.

La séance débuta par la lecture du procès-verbal de la dernière réunion qui fut adopté à l'unanimité en raison de la concise imprécision de tous ses termes.

M. B., l'administrateur-délégué, prit le premier la parole.

— Messieurs, dit-il en substance, notre chiffre d'affaires est en régression constante et il en sera fâcheusement ainsi tant que la confiance ne renaîtra pas. La diminution du chiffre de nos ventes et les difficultés accrues auxquelles nous

nous heurtons dans le recouvrement de nos factures, obligent le conseil à persévérer dans la voie de la compression de nos prix de revient. Les mesures antérieures s'avérant insuffisantes, un nouvel effort est indispensable. J'ai des propositions à vous faire dont voici les principales :

« Notre usine n° 1 marche à 50 % de sa capacité. Le mieux est de la fermer, car elle ne couvre plus ses frais. Trois de ses ateliers sur sept peuvent être transportés à notre usine n°2 dont les locaux se prêtent admirablement à l'opération. Il en résultera une première économie sérieuse.

(Il en résultera aussi du chômage pour les ouvriers qui peuplent les trois ateliers supprimés et qui, demain, vont être à la rue avec leurs femmes et leurs enfants).

La proposition, mise aux voix, fut adoptée à l'unanimité.

M. G. demanda alors la parole pour dire que le transfert des trois ateliers de l'usine I à l'usine II présentait un avantage sur lequel il avait déjà attiré l'attention du conseil lorsque la question avait fait

l'objet d'une précédente discussion. Les ouvriers de l'usine I que nous allons transporter à l'usine II, précisa-t-il, touchent des salaires très bas, car l'usine qu'ils quittent est en province, tandis que celle où ils vont venir travailler est dans la banlieue de Paris. Ne conviendrait-il pas d'en profiter pour baisser les salaires des ouvriers parisiens afin d'éviter les inconvénients graves qui résulteraient de deux barèmes différents ?

Cette proposition était trop naturelle pour ne pas être adoptée à l'unanimité.

(Je conclus que les moyens d'existence des ouvriers de l'usine II vont être diminués sans coup férir).

L'administrateur-délégué B. reprit la parole : Notre collègue C, je le vois, connaît admirablement la question. Il m'appuiera donc si j'insiste encore pour qu'on profite de l'occasion pour réformer les ateliers 5 et 6 de l'usine II. Leurs ouvriers y sont encore payés aux pièces au tarif de l'année dernière. Il en est qui gagnent jusqu'à Frs 22,60 par

jour. Cette anomalie peut cesser par la diminution du tarif des pièces.

— C'est très raisonnable, dit l'administrateur D., ils en feront un peu plus de façon à ne pas être en perte de salaire.

— Pardon, fit remarquer l'administrateur B., ils ne pourront être employés que dans la mesure des commandes. Ils travaillent, en moyenne, quatre heures par jour. Mais pouvons-nous nous arrêter à ces considérations ?

Tout le monde se trouva d'accord pour dire non, et la mesure fut adoptée à l'unanimité.

(Voilà encore des ouvriers dont le pouvoir d'achat va diminuer).

J'ai encore d'autres propositions à vous faire, reprit l'administrateur B. Elles concernent la grande usine III que nous avons fait construire pendant la période de facilité. Comme notre collègue E. est particulièrement compétent à cet égard, car il est de la partie, je lui cède la parole.

L'administrateur E, fit aussitôt un copieux exposé sur l'usine III dont il avait eu l'occasion d'étudier le fonctionnement au cours d'une visite récente. Il précisa que le mode de fabrication, actuellement en usage, était dépassé depuis longtemps. Il faut moderniser, dit-il, et adopter l'enfournement automatique que possèdent nos grands concurrents. C'est une dépense d'un million que l'on peut échelonner d'ailleurs sur six mois, car les constructeurs de matériel seront trop heureux de nous accorder tous les délais ; mais quel avantage pour nous ! Nous allons pouvoir supprimer d'un seul coup 60 % de la main-d'œuvre et faire baisser les prix du catalogue de 10 à 15 %. Nous ne devrions pas hésiter une seconde... si la trésorerie le permet.

La trésorerie faisait bien quelques difficultés, mais le conseil était disposé à s'engager dans cette voie. Il s'y engouffra lorsque M. D., encouragé, fit la déclaration sensationnelle suivante : Avez-vous réfléchi que l'enfournement automatique va faire disparaître tous les margoulin's qui nous font

actuellement concurrence ? Je vous dis, Messieurs, que ce seul perfectionnement peut rétablir notre situation.

Le conseil approuva à l'unanimité.

(Aux ouvriers licenciés de l'usine III, vont perdre leur pouvoir d'achat, il faut encore ajouter tout le personnel (patrons compris) des petites usines qui fermeront leurs portes).

— Non, Messieurs, ceci ne suffira pas, comme les comptes que je vais vous soumettre le prouvent avec éloquence. Je propose donc une réduction générale de 10 % sur tous les salaires des ouvriers et employés, reprit l'administrateur-délégué avec fermeté.

— Nous venons déjà d'en faire une, il y a trois mois ! Observa l'administrateur G.

— C'est exact, répondit l'administrateur B., mais c'est insuffisant. D'ailleurs, la vie a baissé depuis lors.

La réduction fut votée à l'unanimité.

(D'où 10 % de réduction du pouvoir d'achat de tout l'ensemble du petit personnel).

L'administrateur I., qui siégeait depuis peu au conseil, demanda alors si la mesure ne provoquerait pas quelques réclamations.

— Aucune, répondit l'administrateur-délégué, nous procéderons comme à l'ordinaire. On licencie tous les ateliers à six heures, et on réembauche le lendemain matin au nouveau tarif.

L'administrateur F. crut bon de faire remarquer que le nombre des employés du siège social lui paraissait encore bien élevé.

— Je vous demande pardon, riposta l'administrateur-délégué. Ce personnel est sous mes ordres directs et je puis voir, mieux que personne, les simplifications qu'il est possible d'apporter dans les services. D'ailleurs, six employés à la correspondance et cinq dames à la comptabilité ont reçu leur congé pour la fin de l'année. Je ne puis pas aller plus loin.

— Excusez-moi d'intervenir, dit l'administrateur H. Lorsque vous congédiez des employés, quelle indemnité versez-vous pour le congédiement ?

— Aucune, répondit l'administrateur-délégué, Voici comment nous procédons : nous mettons l'employé en demeure de démissionner à la fin de l'année, pour raison de santé. Ainsi nous ne lui devons rien.

— C'est légal ? questionna encore l'administrateur I. qui, décidément, semblait désireux de s'instruire.

— Sans aucun doute, répliqua l'administrateur-délégué. J'ai, pour plus de sécurité, consulté le contentieux. Il a été formel : il y a rupture de contrat de la part de l'employé.

(Il est heureux, me suis-je dit, qu'on ne lui réclame pas d'indemnité pour abandon de poste. Mais quelle baisse de pouvoir d'achat ! Je m'y perds).

L'administrateur-délégué fit enfin un long exposé de la trésorerie dont l'état s'aggravait tous

les mois :

— Nous perdons sur notre portefeuille, avoua-t-il, et nos recouvrements deviennent de plus en plus laborieux. Mais, à cet égard, je suis décidé à agir avec vigueur, car nous avons fait preuve déjà de trop de patience. J'ai fait prendre des jugements et l'on procédera, sans retard, selon les voies de droit.

(Ici, il m'est impossible de chiffrer la diminution du pouvoir d'achat résultant des liquidations forcées, des saisies, des ventes par le commissaire-priseur).

— J'ai encore un mot à dire au conseil, reprit l'administrateur-délégué. Vous n'ignorez pas que nous faisons partie d'un consortium et d'un comptoir de vente. À ce sujet, je reconnais que si certains de nos confrères observent, en général, les accords qu'ils ont signés, il me revient encore que les représentants de la maison X... font des rabais, en sous-main, sur le tarif syndical. J'ai signalé la chose à qui de droit, mais la maison X..., qui n'ignore rien des agissements de ses représentants,

fait la sourde oreille. Je me demande si nous n'aurions pas intérêt à dénoncer nos accords ?...

— Gardez-vous en bien, interrompit l'administrateur C. Tout plutôt que la concurrence : ce serait l'effondrement des prix.

Le conseil se rangea à une opinion aussi sage.

La séance allait être levée lorsque l'administrateur D. fit observer que Tordre du jour portait, *in fine*, « questions diverses ». Si personne n'avait rien à dire, lui, au contraire, désirait présenter une observation.

— Messieurs, dit-il, vous venez de décider des compressions intéressantes et je vous en félicite. Mais, croyez-moi, si vous voulez qu'elles soient acceptées sans trop de grincements de dents, il faut que tout le monde donne l'exemple, et surtout que l'exemple vienne de haut.

Au milieu du malaise général, M. D. continua:

— Je fais allusion au fils de M. le président A. Que fait-il au juste dans notre société ? Rien, car il n'est bon à rien, sauf à empêcher les dactylos de

travailler. Il aurait été balancé depuis longtemps s'il n'était pas le fils de notre cher président. Or il touche un traitement considérable qu'il cumule avec des frais de représentation et, me suis-je laissé dire, il a trouvé moyen de faire mettre l'entretien de sa voiture au compte du siège social.

Le président A. prit la parole :

— Messieurs, dit-il, c'est la première fois que l'on apporte ici, au conseil, des critiques d'ordre personnel. Vous estimerez sans doute que le procédé est fâcheux.

— C'est pénible, en effet, intervint l'administrateur-délégué B. Je propose qu'on nomme une commission de trois membres pour régler cette question en dehors du conseil. Elle a notre confiance à tous.

L'unanimité allait se faire, mais l'administrateur D. tenait encore à dire un mot :

— Messieurs, il faudra que nous examinions, un jour prochain, les contrats qui ont été passés avec nos directeurs et...

— La séance est levée, dit le président A.

(Je conclus que le pouvoir d'achat de certaines personnalités n'est pas encore touché, mais qu'il ne tardera pas à l'être).

En descendant l'escalier, Père, j'ai réfléchi que les conseils de toutes les affaires industrielles, bancaires, commerciales, etc., devaient, au même moment, comprimer leurs frais généraux et leurs prix de revient, ce qui est la traduction technique de la compression des salaires ; que cet exemple était suivi par tous les petits industriels, les petits commerçants, les petits cultivateurs de France et de Navarre.

J'achetai donc un journal du soir que Ton criait dans la rue. J'y trouvai d'amples détails sur plusieurs crimes crapuleux et une étude fort documentée sur le lupanar à travers les siècles. En dixième page, cependant, un article disait, en quelques lignes, qu'on venait d'enregistrer une nouvelle augmentation du chômage complet. Suivaient des entrefilets sur quelques drames de la misère, suicides, bambins qui se jettent à l'eau

pour échapper aux mauvais traitements de brutes exaspérées, etc..

Bien que les Français ne fussent être préoccupés que de la question économique, seule la politique les passionne. Celle-ci est à la fois très compliquée et très simple. J'avoue avoir eu de la peine à saisir la subtilité de ces jeux. Voici cependant ce que j'ai pu démêler :

En France, les mâles majeurs sont ou de droite, ou de gauche, quoi qu'il soit assez difficile de faire une démarcation bien nette entre ces termes dont je n'ai pu découvrir l'origine. J'ai l'impression que c'est surtout affaire de tempérament. Pratiquement on demande au peuple, tous les quatre ans, s'il est de droite ou de gauche. Il trouve moyen de répondre, affirme-t-on, avec assez de discernement bien que la question soit posée avec beaucoup d'astuce. C'est ainsi que les programmes électoraux sont tous enchanteurs au point d'être aussi monotones que les jours pluvieux. Un candidat de droite peut s'intituler

républicain de gauche, etc. Une fois la réponse donnée, on sait qu'en principe la gauche ou la droite sera au pouvoir pendant les quatre années qui viennent. Mais où la difficulté de comprendre s'épaissit, c'est quand on apprend qu'un gouvernement de droite peut faire une politique de gauche, et un gouvernement de gauche une politique de droite. Il faut un œil bien exercé pour en saisir les nuances.

Intervient alors une règle du jeu qui, à mon avis, lui enlève tout intérêt. Si la droite est au pouvoir, elle n'en bouge pas pendant ses quatre ans. Au contraire, si c'est la gauche, on fait entrer en scène une sorte de *clique*⁵ qui opère au grand jour et se compose de trois hommes d'Etat s'appelant respectivement Herriot, Tar-dieu et Marin. Au moment fixé, la *clique* mène l'attaque ; la gauche cède la place à la droite ; et la *clique* s'installe au pouvoir en s'abritant derrière un ancien président de la République qu'elle découvre au moment opportun et qui sauve le pays.

C'est ainsi qu'après la consultation de 1924, la Chambre étant à gauche, MM. Herriot, Tardieu et Marin donnèrent l'assaut en 1926. Ils prirent le pouvoir sous le couvert de l'ancien président de la République Poincaré qui sauva le pays. En 1932, la Chambre étant encore à gauche, la *clique* attaqua deux ans plus tard, et Messieurs Herriot, Tardieu et Marin prirent le pouvoir sous le couvert de l'ancien président de la République Doumergue qui sauva le pays. En 1936, si la gauche revient de nouveau au pouvoir, Messieurs Herriot, Tardieu et Marin s'ébranleront en 1938 et s'installeront au gouvernement sous le couvert de l'ancien président de la République Lebrun qui sauvera le pays. Vous voyez, Père, comme c'est simple. Je répète que je ne saisis pas l'intérêt que le peuple peut prendre à un jeu si peu fertile en combinaisons. Celui des trente-six bêtes est bien plus passionnant,

À ce sujet, j'ai découvert que nombre d'hommes et de femmes passent leur temps sur de vastes hippodromes où ils vont, disent-ils, gagner leur pouvoir d'achat.

Comme ils apportent tous quelque argent, je me suis enquis de savoir si, au total, ils en rapportaient chez eux bien davantage. Non, m'a-t-on répondu, le total de l'argent qui entre est inférieur à celui qui sort car, à chaque coup de cloche, une pompe nommée « *pari mutuel* » aspire l'argent qui se trouve dans les poches et le refoule en désordre, mais en moins grande quantité. – Où est l'intérêt ? ai-je demandé. Dans le désordre, m'a-t-on répondu.

La justice est gratuite, mais coûte horriblement cher si l'on s'en sert. Lorsque les experts n'ont pas réussi à se mettre d'accord, les juges sont obligés de se réunir en chambre du conseil pour faire choix d'une décision. De sérieux progrès ont été réalisés à cet égard, car les magistrats ne se servent plus de dés comme jadis. La sentence est jouée à pile ou face au moyen d'une pièce de monnaie qui est de vingt sous dans les tribunaux, de cinq francs à la cour d'appel, et de dix francs à la cour suprême. On l'appelle la pièce à conviction, m'affirma Adéodat.

Au théâtre, on montre presque partout la lanterne magique, et sur les rares scènes où évolue une troupe, on s'en tient, en général, au répertoire des siècles derniers ; mais on pousse le souci de l'exactitude jusqu'à le faire jouer par des dames de l'époque.

Je vais quitter Paris et reprendre mon enquête en province afin de m'éclairer sur toutes choses.

Chapitre sixième

Lettre de Kou à son père

Reparti pour faire un tour en France, Kou s'entretient avec quelques-uns de nos compatriotes. Après avoir été qualifié d'ahuri par certains d'entre eux, il finit par rencontrer un jeune savant qui lui fournit des renseignements précieux.

Père,

Au cours de ce second voyage à travers la France, j'ai entrepris d'étudier la psychologie du Français moyen dans la fâcheuse conjoncture où il se trouve.

Il est le descendant de ces hommes préhistoriques qui, à l'époque où leur pays était couvert de forêts, ne pouvaient vivre qu'en tout petit nombre, et péniblement, de glands, du produit de la chasse et de la pêche, et s'abritaient

dans des cavernes inhospitalières. Ces hommes consommaient peu et, si mon Français moyen en doute, il n'a qu'à aller passer vingt-quatre heures dans la forêt vierge.

C'est pour consommer davantage, améliorer leur ordinaire, se vêtir, s'abriter, se chauffer, que les descendants de ces premiers hommes se sont mis à travailler. En vertu de la grande loi humaine du moindre effort, ils ont imaginé de se diviser le labeur, puis inventé l'outil. Enfin, leur intelligence a permis de créer la machine qu'ils trouvèrent moyen, un beau matin, de faire marcher toute seule, dès qu'ils connurent le secret de dompter les forces de la nature. Leur pouvoir de production n'a donc cessé de croître, mais, comme au départ, ils ne travaillent que pour consommer.

Mon Français moyen doit se souvenir que son père œuvrait quinze heures par jour au début du siècle et que lui-même, sans être bien vieux, a connu l'époque où Ton travaillait douze heures, puis dix heures, enfin huit heures après la guerre. Notre homme a donc marché très rapidement à la

conquête d'une production presque illimitée et de loisirs de plus en plus grands. Les chômeurs d'aujourd'hui ne sont que des êtres accablés de loisirs qu'il suffirait de répartir entre tous les hommes pour que ceux-ci fussent matériellement plus heureux que ne l'ont été leurs parents, grands-parents, arrière-grands-parents et ancêtres.

D'où provient donc leur actuelle détresse ? De l'habitude dont ils ont toujours été d'avoir besoin d'argent pour vivre. Sans argent, le Français moyen se trouve replongé dans une situation pire que celle du troglodyte qui, lui au moins, pouvait cueillir les fruits et assurer sa subsistance en faisant main basse sur ce qu'il trouvait ; mais son arrière-arrière-petit-fils ne peut vivre sans chercher dans son gousset l'argent qui lui permettra de prélever quelque chose sur les richesses qui l'entourent. Il lui faut de l'argent pour avoir du pain, du vin, se vêtir, s'abriter. Il lui faut de l'argent à tous les instants de la vie pour les choses les plus minimes : on en exige de lui pour l'autoriser à

placer son séant sur une chaise dans un jardin public...

Mais, comme pour la grande majorité des Français, la seule ressource de se procurer de l'argent est de trouver du travail, ces gens sont aujourd'hui dominés par la nécessité impérieuse de trouver du travail afin d'avoir de l'argent pour acquérir ainsi le droit de vivre, car ils doivent *gagner* leur vie, même dans l'abondance. Et ceci est la cause des incohérences que je rencontre à chaque pas.

Un brave ouvrier aux idées avancées m'a annoncé que M. Edouard Herriot venait de déclarer, dans un magnifique discours à Lyon, « que la France n'avait plus les moyens de nourrir les ouvriers étrangers qu'elle avait fait venir après la guerre ».

— Vous avez dû bien rire, lui dis-je, en voyant votre blé qui régale les charançons, votre vin qu'on ne sait plus où mettre faute de tonneaux, vos maisons habitées par d'intéressantes familles

d'araignées. Pourquoi cet homme d'Etat, qui a toujours son gros cœur sous la main, n'a-t-il pas la franchise d'avouer que c'est de leur travail que la France n'a plus besoin ? Il va donc les renvoyer de l'autre côté de la frontière, manger le blé que vous avez en trop, *mais à condition qu'ils ne vous fournissent aucun travail en échange*. Bien mieux, on paiera 70 frs par quintal de blé dont on aura réussi à débarrasser la France.

— C'est vrai, me répondit-il ; un homme qui vient au monde à 300 kilomètres d'ici est un frère, à 300 kilomètres et un mètre, c'est un indésirable !... Tout de même, il m'enlève mon travail.

— Oui, lui dis-je, parce qu'actuellement qui ne travaille pas ne mange pas, même s'il n'y a plus de travail. M. Herriot vous a-t-il confié où il reconduira les Français qui n'ont plus de travail ? Dans la lune ?...

Une heure plus tard, un hôtelier se lamentait de ne plus voir ses riches clients étrangers pour

lesquels il avait fait provision des meilleurs produits de table.

— Ils trouvaient pourtant chez moi, disait-il, tout le confort et des vins et des fines comme ils n'en ont pas chez eux.

— Le riche étranger est donc autorisé à entrer librement en France ? lui demandai-je.

— Il sera reçu comme un prince, me répondit-il ; pensez donc, des gens qui nous font travailler !

L'étranger riche, ô mon Père, qui ne travaille pas mais fait travailler les Français, est reçu à bras ouverts et il peut prélever tout ce que ces pauvres Français ont de trop. Ils lui réservent même les meilleurs morceaux. Mais que vienne un misérable ouvrier étranger dire bien gentiment : je viens travailler pour vous... Arrière, lui répond-on, tu m'enlèves mon travail ; et le pauvre diable, houspillé sur les chantiers, tracassé par les bureaucrates, sera expulsé comme un interdit de

séjour, Qu'on y songe ! Il voulait aider son prochain !

Un cultivateur s'est plaint ensuite de la dureté des temps. Deux minutes de conversation m'édifièrent. Grâce à son intelligence, il avait eu 30 quintaux de blé à l'hectare, alors qu'il n'en récoltait que 18 auparavant.

— Vous devriez être enchanté, lui dis-je. Si vous avez voulu avoir du blé, deux cents sacs valent mieux que cent.

— C'est la misère, me répondit-il.

— Alors, lui répliquai-je, c'est que vous n'avez pas fait pousser du blé pour avoir du blé, mais pour avoir de l'argent.

— Ahuri ! ne m'a-t-il pas envoyé dire.

Un pêcheur m'a fait le récit de sa pêche miraculeuse : un banc inépuisable de maquereaux s'était présenté à un mille du rivage. On avait pu y puiser deux jours de suite.

— Il a fallu en rejeter une partie à la mer, ajouta-t-il.

— C'est que vous ne péchiez pas du poisson pour avoir du poisson, lui ai-je répondu, auquel cas vous eussiez dû vous réjouir. Vous péchiez du poisson pour avoir de l'argent !

— Ahuri ! m'a-t-il répondu.

Un fabricant acculé à la faillite m'interpella :

— N'est-ce pas malheureux, me dit-il, mes magasins sont pleins.

— Que fabriquez-vous, lui demandai-je ?

— Des pardessus, me répondit-il.

— Si vous vouliez fabriquer des pardessus, répliquai-je, vos vœux sont exaucés, mais je suppose que c'est de l'argent que vous vouliez fabriquer ?

— Evidemment, avoua-t-il.

Comme il ne m'avait pas encore traité d'ahuri, je poursuivis l'entretien :

— Vos ateliers pourraient-ils fabriquer davantage ?

— Deux fois plus de pardessus, répondit-il, si j'avais des clients pour les acheter.

— Alors, pourquoi ne les donnez-vous pas ?
risquai-je timidement.

— Vous êtes fou, me dit-il. J'aurais été ruiné dès le premier mois. Avec quoi paierai-je mes ouvrières, mes tissus, mes machines, le courant et tout le reste ?

— J'entends bien que si vous donniez vos par dessus, vous ne devriez payer ni vos ouvriers, ni vos machines, ni vos tissus, ni votre courant.

Il me contempla, interloqué, ce qui me permit d'ajouter :

— Si toutes les fournitures étaient gratuites, vous fabriqueriez, m'avez-vous dit, le double de pardessus ?

— Le double ? le triple voulez-vous dire ! Tout gratuit ?... Mais j'embaucherais deux fois plus de monde et je sortirais dix fois plus de pardessus, car mes ateliers marchent à l'extrême ralenti.

— Il en est à peu près de même partout, continuai-je, chez tous les fabricants et chez tous les agriculteurs, Si tout le monde faisait ce que je dis, il n'y aurait ensuite qu'à partager tous les

produits entre tous les hommes. Qu'en pensez-vous ?...

La réponse ne venant pas facilement, je risquai encore :

— C'est faute d'argent que vous ne pouvez pas fabriquer, c'est faute d'argent que vos clients ne peuvent pas acheter. Supprimez l'argent de part et d'autre, à l'entrée comme à la sortie, car enfin... l'argent, c'est du papier colorié qui vous empêche de vivre.

— *Ahuri !* me cria-t-il enfin.

Père, j'avais une lettre qui m'introduisait auprès d'un grand fabricant de produits pharmaceutiques et je décidai d'aller lui rendre visite. Cet homme considérable me reçut dans un bureau somptueux où il me parut fort occupé, car il chargea son secrétaire de me faire visiter son usine où le service des expéditions tenait la plus grande place. Gomme midi était largement passé, cet industriel voulut très aimablement me retenir à déjeuner.

— Nous sommes trois, me dit-il, car j'ai invité un jeune médecin; c'est un véritable savant qui doit m'entretenir de ses récents travaux. Il a découvert des pommades à émanations de radium, et je me passionne pour toutes les nouveautés scientifiques.

En effet, au cours du repas, notre amphitryon m'ayant complètement perdu de vue, ne cessa de questionner son second invité et parut s'intéresser prodigieusement à tout ce qu'il disait sur les vertus curatives de ce nouveau produit. La goutte, le rhumatisme chronique, les névralgies du trijumeau, la paralysie faciale, la sciatique, firent tous les frais de la conversation qui s'arrêta net lorsque apparurent les coliques hépatiques et néphrétiques.

— Ce que vous m'annoncez, conclut le grand fabricant, me transporte de joie. Ce sont mes laboratoires qui doivent lancer ces onguents auxquels je trouverai le nom qui convient. Mais, dites-moi, combien d'applications faut-il pour venir à bout d'un mal très répandu, l'eczéma par exemple ?

— Deux ou trois, répondit le jeune savant, font disparaître un eczéma naissant.

Le grand fabricant sursauta.

— Mais il disparaît pour revenir ? demanda-t-il

— Je vous assure que la disparition est définitive, répondit son interlocuteur.

— Alors la chose ne m'intéresse pas, laissa tomber le grand fabricant, désabusé. Soixante ou quatre-vingts applications sont un strict minimum.

La conversation s'arrêtant, le grand fabricant revint à la charge.

— Ne pourrait-on pas, dit-il, s'arranger pour que le radium disparaisse rapidement ?

— Mais non, répondit le jeune savant, la découverte consiste au contraire à le fixer.

— Alors, il n'y a rien à faire, répéta-t-il, et, s'adressant à moi :

— Je vous ahuris ? demanda-t-il poliment. Hélas ! je me ruinerais si je lançais un produit qui guérit vite. Ma clientèle tarirait en un clin d'œil. J'ai besoin de produits dont il faut se servir

souvent et longtemps, et aussi inoffensifs que possible, afin qu'un malade illettré ou distrait puisse en avaler un plein flacon sans autre désagrément que d'avoir à le remplacer.

Je ne dissimulai pas ma surprise.

— Donc, lui dis-je, vous fabriquez des produits pharmaceutiques, non pas pour guérir les malades, mais pour gagner de l'argent ?

— Quelle question me répondit-il ! Tous mes confrères font comme moi. Agir différemment, c'est courir au désastre.

Le jeune savant et moi prîmes congé en même temps et devisâmes en route :

— Ne soyez pas surpris, me dit-il, il en est ainsi de toutes choses. Un de mes camarades a mis au point un appareil qui détecte tous les gaz nocifs comme le grisou des mines et autres émanations délétères. Il permet de localiser les fuites qui se produisent dans les canalisations. Cela paraît d'un intérêt majeur pour l'examen des égouts, des puits, des fosses, des citernes, des locaux désinfectés, des

soutes de navires et de sous-marins. Malgré les expériences les plus concluantes, mon ami n'a pas réussi à faire adopter son appareil, ni par les mines, ni par les compagnies gazières, ni par la marine, ni par les hôpitaux. Il coûte plus cher que les indemnités que l'on peut éventuellement être condamné à payer aux victimes de ces gaz perfides.

Devant mon ahurissement, il continua :

— Pourquoi ne supprime-t-on pas les passages à niveau ? Parce que cela coûte plus cher que les rentes que l'on sert aux écrasés et à leur famille. Kou, fit-il en terminant, mes histoires vous rasent peut-être, mais moins longtemps que la lame que l'on peut fabriquer grâce aux aciers spéciaux que l'on a découvert. Cette lame pourrait servir encore à vos arrière-petits-enfants, car elle est presque inusable. Aussi se garde-t-on bien de la fabriquer. Ah ! si la question d'argent ne venait pas à la traverse, obligeant les hommes à fabriquer de la camelote et paralysant la possibilité de faire toujours mieux...

— Vous m'intéressez prodigieusement, dis-je à mon tour.

— Si les questions agricoles ne vous sont pas étrangères, reprit-il, je vous conduirai aux environs de Paris, chez quelqu'un qui, depuis plusieurs années, fait pousser des choux mesurant un mètre de diamètre, des carottes colossales, des betteraves et des pommes de terre énormes, des épis de blé deux fois plus lourds que les autres. Il utilise l'électricité tellurique.

— Mais c'est une révolution, dis-je ahuri, cet homme est un bienfaiteur de l'humanité.

— Il est venu trop tôt, poursuivit mon jeune savant. Pensez donc qu'il est déjà impossible de transformer en argent le blé de cette année, Or c'est, la seule chose qui intéresse les gens.

La conversation s'éteignait. Mon jeune savant la ranima.

— Kou, croyez-vous que ce soit de gaieté de cœur et vraiment pour empoisonner les gens que l'on fabrique tant d'alcools variés et avariés ?

Lorsqu'on entreprend de fabriquer quelque chose, on se demande rarement si elle est utile. On pose la question : est-ce payant ? et l'on se décide en conséquence. Or les choses payantes sont souvent nuisibles et les choses utiles ne sont pas toujours payantes.

Nous nous quittâmes, non sans que je lui eusse assuré qu'il avait tant de droits à mon estime que je me tiendrais heureux d'en avoir à son amitié.

Mais, Père, je reviens à mon voyage qui se termina par un crochet dans le Nord. Dans cette grande région industrielle règne une profonde détresse. J'ai vu les tissages rachetés par un consortium de fabricants à seule fin d'envoyer des milliers de métiers à la ferraille. Il y a, paraît-il, trop de tissus. Les ouvriers qui les fabriquaient sont privés de travail et la misère est installée dans tous les foyers. Dans un quartier populeux de la ville, je suivai la nuit une rue si mal éclairée qu'à chaque pas je glissai sur le pavé gluant. La faible

lueur qui filtrait d'une mesure m'arrêta et je m'approchai. J'aperçus une silhouette courbée sous une petite lampe : c'était la femme d'un chômeur usant ses pauvres yeux rougis à ravauder et rapiécer sans trêve (et depuis quand !) les loques dont elle était forcée d'engueniller ses enfants.

Le lendemain, dans un coron accroupi au pied des noires pyramides qui se dressent sur le carreau de la mine, je perçus le court dialogue suivant :

— Maman, j'ai froid.

— Je n'ai pas de charbon, mon petit.

— Pourquoi ?

— On en a trop sorti, mon enfant. Ton père ne peut m'en avoir que lorsqu'on lui demande d'en sortir.

Mais c'est à Paris, Père, que j'entendis une réflexion, bien saugrenue cette fois. Elle fut faite par un de ces pauvres hères, vêtus d'oripeaux grotesques et presque infamants, qui ne mangent que les jours où leurs pieds endoloris leur permettent de promener tout le jour un lourd

panneau de fer sur le dos : « Moi, accepter un jour de vivre en esclave ? — Jamais ! ».

En attendant, les asiles de nuit font le plein depuis que le froid force à les ouvrir. Des malheureux piétinent deux heures à la porte avant Couverture pour essayer d'avoir un hamac, faute de quoi ils dorment sur des sacs étendus par terre. Parmi eux j'ai reconnu des gosses fiévreux qui claquaient des dents. Dès que cinq heures sonnent, le matin, on pousse tout le monde dehors, dans la nuit froide...

Et le soir, harassés par leur marche sans but à travers la grande ville ruisselante de lumières, ils reviennent à sept heures piétiner pendant deux heures avant que les portes ne s'ouvrent.

Chapitre septième

Projet de lettre de Kou à son père

Parmi les papiers de Kou se trouvait le compte-rendu d'une conversation qu'il eut avec ses camarades du Quartier Latin et qu'il paraît avoir couché sur ses tablettes pour en faire l'objet d'une lettre à son Père. Kou y donne son explication du cataclysme qui se serait abattu sur notre pays : l'abondance.

— Mes amis, ai-je dit, j'ai terminé mon voyage d'études. À moi de vous poser une question : de quoi donc manquent les Français ?

Ils ont des récoltes qui dépassent les prévisions les plus optimistes. Du blé, du vin, des betteraves, des fruits et légumes à ne savoir qu'en faire. Vous importiez jadis beaucoup de blé, aujourd'hui vous possédez 25 millions de quintaux de trop ! Votre bétail est abondant et magnifique.

Si l'agriculture est encore Tune des mamelles de la France, celle-ci est pleine à crever.

Votre industrie ?... J'ai vu presque partout des usines équipées avec un outillage moderne. Leur capacité dépasse les besoins solvables de votre pays, puisque des milliers de broches sont envoyées à la ferraille. Les tout derniers perfectionnements de la science sont réalisés chez vous dans la métallurgie électro-chimique, dans la fabrication des engrais synthétiques, et dans bien d'autres domaines encore !

Vos magasins sont pleins de marchandises et il vous serait facile d'en produire le double, et même plus à première réquisition.

Vos réserves de forces motrices sont prodigieuses : de quoi faire tourner tous les moteurs, actionner toutes les turbines, marcher tous les express. Les kilowatt-heure dont vous disposez s'accroissent de plusieurs milliards tous les ans.

Votre réseau de routes est parfait, vos voies ferrées sont doublées d'autocars, vos canaux sont

creusés et bien entretenus.

S'il vous manque quelques matières premières, vous savez où les trouver dans des colonies qui ne demandent qu'à vous fournir tout ce dont vous avez besoin.

Vous possédez des bataillons de chimistes, d'ingénieurs, de spécialistes de toute catégorie.

Une main-d'œuvre experte est à votre disposition et vous n'avez déjà plus besoin de la main-d'œuvre étrangère qui est venue combler vos vides atroces de la guerre.

Votre jeunesse est ardente, prête à l'action ; elle se morfond, inutile.

Souffririez-vous du mal d'argent ?... Vous possédez, enfoui sous la Banque de France, un trésor d'or unique dans l'histoire de votre pays.

Votre circulation de billets n'a jamais été plus forte. Ah ! je sais, dis-je à un camarade qui faisait mine de m'interrompre, vous vous plaignez de la thésaurisation. J'en parlerai bientôt ; mais, pour l'instant, je vous prie de faire une simple soustraction. Des 80 milliards de votre circulation,

enlevez les 30 milliards qu'on prétend dormir dans des cachettes. Restent 50 milliards de billets de banque, le même volume dont vous disposiez, il y a quatre ans, à l'époque dite de la prospérité !

Vous avez des banques, des institutions de crédit capables de faire mouvoir des capitaux considérables.

Je vous demande encore : que manque-t-il donc aux Français ?

La confiance ?... Laissez-moi rire, elle n'existe pas, parce que rien ne va. Il n'y a pas plus de confiance à Paris qu'à Londres, New-York, Berlin, Prague, Tokio où, là-bas non plus, rien ne va plus.

Alors, je vais vous dire ce qui vous arrive : *vous vivez le plus beau moment que l'humanité ait jamais connu, l'instant où l'abondance fait son entrée triomphale dans le monde. Mais, comme vous rompez brutalement avec des dizaines de siècles où tout ce qui était utile était rare, vous êtes plongés dans une stupeur imbécile, Et vous cherchez des précédents dans l'histoire, alors qu'il n'en existe pas.*

Au point de vue économique, les peuples n'ayant pas tous le même âge, c'est aux Etats-Unis que le phénomène s'est produit en premier lieu. Cela n'a rien qui puisse vous surprendre, puisque c'est le pays qui avait pris le plus prodigieux développement économique de toute la planète. Le phénomène est assez compliqué, précisément à cause des troubles qu'il provoque. Ce n'est rien moins que le passage d'un stade de la civilisation à un autre stade de la civilisation. Mais ce passage paraît très difficile parce que chacun de nous est obligé d'abandonner tous ses bagages pour la simple raison qu'il n'en a plus besoin. Et s'il ne s'agissait que des bagages matériels ! Mais il lui faut oublier aussi beaucoup de choses qu'on lui affirmait être éternelles, tout bonnement parce qu'elles dureraient depuis quelque temps.

L'abondance est apparue, pour la première fois dans l'histoire du monde, sur la terre américaine. Mais elle s'étend vite sur une grande partie du monde. L'Allemagne, l'Angleterre, la Hollande, la Belgique, le Japon, la Suisse, l'Italie en

ressentent des symptômes différents. En France, elle s'est présentée avec un certain retard à cause des destructions de la guerre. Partout, elle rencontre des gens au visage angoissé et dont le premier réflexe est de la combattre parce qu'elle change des habitudes dont l'origine remonte à 60 siècles. Et dans leur stupéfaction, ils ne la reconnaissent pas: ils disent que c'est la Crise et que l'heureux temps normal de la rareté ne tardera pas à revenir... avec la confiance !

La cause ?... Le progrès incessant des techniques conjugué avec l'emploi, de plus en plus massif, des forces motrices que l'homme s'en va capter dans la nature et qui font marcher, toutes seules, des machines merveilleuses en supprimant la plus grande part du labeur des hommes. L'ère de l'abondance s'ouvre moins de 150 ans après l'ère de l'énergie industrielle qui débute avec la machine à vapeur, dont la force est empruntée à toutes les forêts préhistoriques. Puis vint le pétrole, cette houille liquide, qui donna le moteur à explosion ;

enfin l'électricité féerique, mystérieuse, inépuisable.

Un moment arrive où la production des richesses croît en même temps que le chômage. Est-ce à dire, qu'à cet instant précis, le pays est parvenu au maximum du progrès réalisable ? Nullement, mais l'élan ne peut reprendre qu'après une transformation complète de ce régime social qui s'est lentement édifié au cours de l'histoire et qui ne fonctionne que dans la rareté des choses utiles dont l'homme a souffert depuis son apparition sur la terre. Tant que cette adaptation n'est pas terminée, on assiste partout à ce phénomène paradoxal : un enrichissement collectif inouï, coïncidant avec un appauvrissement individuel ininterrompu.

C'est en 1917 que les Etats-Unis entrèrent dans l'ère de l'abondance. Ils mirent douze ans à en ressentir les effets. Douze ans pendant lesquels la production augmenta sans arrêt, tandis que le chômage s'amplifiait tous les jours. Lorsque les chômeurs et leurs familles représentèrent 25 % de

la population totale, l'effondrement du régime se produisit. Ce fut en 1929, et le pays est encore loin d'avoir, au point de vue social, effectué la transformation indispensable,

Enrichissement collectif inouï : il éclate aux yeux par les récoltes pléthoriques que l'on détruit et les stocks formidables de produits fabriqués. Appauvrissement individuel continu : il se constate par la baisse du pouvoir d'achat de tous les nationaux.

En France, vous venez d'entrer, sans doute possible, dans l'ère de l'abondance. Et déjà la baisse du pouvoir d'achat des Français n'est que trop réelle. Si vous possédiez des statistiques comme celles des Américains, nous pourrions la mesurer. Chez eux, cette baisse a dépassé 50 % en quatre ans !

Avant de continuer, il faut que nous nous entendions bien sur le sens de ces mots : pouvoir d'achat, faute de quoi nous dirions presque autant de sottises que les économistes distingués.

Trop de gens, y compris certains de vos hommes d'Etat (en tout cas tous les manipulateurs de monnaie : inflationnistes, dévaluationnistes et autres), confondent encore le pouvoir d'achat et la monnaie en circulation ! C'est sans doute parce que le pouvoir d'achat, pour s'exprimer, revêt la forme de la monnaie ! Mais alors c'est, toutes proportions gardées, comme si l'on confondait toute la littérature française avec les vingt-cinq lettres de l'alphabet.

Tâchons de tirer la chose au clair : le pouvoir d'achat d'un peuple est bien supérieur au montant de sa monnaie en circulation. Disons même que ce montant importe peu, puisque, lorsqu'il est insuffisant, on y supplée par la monnaie scripturale que vos radicaux ont subitement découverte à Nantes, mais qui ne crée de capitaux que pour les amateurs de chèques sans provision.

Saisissez ceci : tout votre régime économique repose sur des échanges continuels auxquels vous vous livrez à tous les instants de votre existence, et la presque totalité de ces échanges se fait en

passant par l'intermédiaire de la monnaie dont aucun Français ne peut donc se passer. En effet, dans la société actuelle, il est aussi impossible de vivre sans argent que de vivre sans respirer et il est impossible de s'en procurer sans offrir quelque chose en échange : quelques-uns offrent leurs richesses ; les autres, qui forment la grande masse de la population, offrent leur travail. Et tous demandent le plus de monnaie possible en échange de ce qu'ils peuvent offrir.

La monnaie est ainsi en perpétuel mouvement. Si l'on pouvait arrêter, l'espace d'une seconde, toute la vie économique, on s'apercevrait que chaque billet, chaque pièce de monnaie a un propriétaire momentané. Mais ce propriétaire n'en est que le détenteur, car tout de suite il va s'en servir pour se procurer du pain, se loger, se vêtir, acquérir un livre, payer l'autobus, etc., etc., à tous les instants de son existence. La monnaie passe donc de main en main, de poche en poche, de coffre en coffre, sans une seconde d'interruption. Ce que nous offrons pour en devenir détenteur

doit pouvoir trouver un preneur. Et si ce preneur nous donne plus ou moins de monnaie en échange de ce que chacun est constamment obligé d'offrir, on dit que nous avons plus ou moins de pouvoir d'achat.

Mais dès que la production des choses utiles peut croître en même temps que le chômage, ne voyez-vous pas qu'il va se produire un vide impressionnant dans cette masse incessante d'offres qui exigent de l'argent ? Le seul fait que cette masse de demandes va toujours diminuer, va dévaloriser du même coup toutes les demandes restantes. Ces échanges, incessants autrefois, ne vont cesser de se ralentir, et la quantité de monnaie que les hommes pourront désormais se procurer, sera toujours plus faible.

Suivez-moi bien : aucune difficulté pour reconnaître que le pouvoir d'achat du chômeur tombe à zéro, puisque son offre de travail ne trouve plus preneur. Il lui est donc impossible de prélever quoi que ce soit sur la circulation monétaire. S'il prélève quelque chose, – car tout de

même on ne le laisse pas complètement mourir de faim – ce quelque chose est prélevé sur le pouvoir d'achat de tous les autres Français qui portent, pour la circonstance, le nom de contribuables.

Chômeurs et chômeurs partiels vont donc acheter beaucoup moins que lorsqu'ils travaillaient. Les commerçants s'en apercevront tout de suite et verront diminuer leurs bénéfices, donc leur propre pouvoir d'achat. Vendant moins, ils passent moins de commandes aux industriels et aux agriculteurs. Ces derniers, derechef, voient diminuer leur pouvoir d'achat. Ce ralentissement des affaires affecte immédiatement les recettes de l'Etat, car celles-ci ne proviennent jamais que d'un prélèvement qu'il opère, sous forme d'impôts, sur le pouvoir d'achat de tous les contribuables. Mais les dépenses de l'Etat augmentent du fait que les allocations de chômage pèsent de plus en plus lourdement sur le Trésor. Alors l'Etat hausse les impôts, et fait ainsi un nouveau prélèvement sur le pouvoir d'achat de tous les contribuables dont les moyens d'existence diminuent du même coup.

Tous les contribuables, voyant encore diminuer leur pouvoir d'achat, sont obligés de se restreindre et achètent moins à leurs fournisseurs, d'où nouvelle baisse du pouvoir d'achat des commerçants, industriels et agriculteurs, avec nouvelle répercussion sur les recettes de l'Etat qui fondent davantage encore. Alors l'Etat s'engage à fond dans la voie des économies : il fait la déflation des traitements et des pensions. Fonctionnaires et pensionnés voient diminuer leur pouvoir d'achat. Ces consommateurs, dont les moyens sont de plus en plus réduits, achètent de moins en moins aux commerçants, lesquels diminuent encore leurs commandes aux industriels et aux agriculteurs. Ceux-ci suivent alors l'exemple de l'Etat et font des économies : ils compriment leurs frais généraux et leurs prix de revient, ce qui signifie qu'ils créent du chômage, qu'ils diminuent les salaires ; dans les deux cas, ils provoquent une nouvelle diminution de pouvoir d'achat, donc restreignent encore les échanges ; d'où nouvelle répercussion sur les recettes du Trésor, qui se lance alors dans

l'emprunt dont le service des intérêts déséquilibre le budget, d'où nouveaux impôts, d'où nouvelle diminution du pouvoir d'achat des contribuables qui achètent moins aux commerçants, qui achètent moins aux industriels et aux agriculteurs. Le pouvoir d'achat des producteurs et des commerçants baisse derechef, ils paient moins d'impôts sur leurs bénéfices, sur le chiffre d'affaires, d'où nouveau déficit budgétaire, et ainsi de suite... Car c'est une chute de cascade en cascade dont le point limite est voisin de zéro.

Revenons à l'éperdue poursuite de l'argent qui flotte, poursuite à laquelle nous sommes obligatoirement obligés de nous livrer pour pouvoir vivre, en offrant l'un ses richesses, l'autre son travail. Nous allons voir que chacun de nous va prélever toujours un peu moins dans la circulation monétaire en raison, ai-je dit, de la lente dévalorisation de tout ce qui est offert. Pour le chômeur total ou partiel, pas d'hésitation : ils ne prélèvent rien ou presque rien. Mais le reste de la population ?...

Voici un rentier. Il tire peut-être ses revenus de ses fermes, d'une maison de rapport, de son portefeuille de valeurs mobilières. L'augmentation du chômage va rapidement diminuer son propre pouvoir d'achat. Il va payer d'abord plus d'impôts ; ensuite, ses fermiers qui vendent mal leurs récoltes demanderont une réduction de fermage. Les locataires de sa maison de rapport ont constaté, eux aussi, la baisse de leur pouvoir d'achat : ils exigeront une diminution de loyer ou donneront congé. Quant aux valeurs mobilières de notre rentier, elles détachent des coupons que celui-ci offre pour avoir de l'argent. Il constate qu'on lui en donne toujours moins, car les entreprises dans lesquelles il est intéressé ont fait moins de bénéfices, donc distribuent moins de dividendes. Notre rentier perd ainsi un peu de son pouvoir d'achat sur chacune de ses trois sources de revenu. Le chômage s'accroissant, arrive le moment où les fermiers ne paient plus, les locataires non plus, les dividendes sont supprimés. Il lui reste cependant encore un pouvoir d'achat qui consiste à convertir

ses réserves en argent. Il offre alors ses fermes, sa maison de rapport, ses valeurs mobilières. Mais comme les acheteurs possibles ont tous été atteints dans la même proportion que notre rentier, ils proposent de moins en moins d'argent en échange des fermes, de la maison de rapport et des valeurs mobilières.

De proche en proche, tous les pouvoirs d'achat sont orientés vers la baisse, y compris celui de l'Etat dont les recettes sont en fonction directe de l'activité économique du pays.

Cette baisse universelle du pouvoir d'achat, chiffrée annuellement à 1.500 milliards de francs par le Bureau International du Travail, est le fait de l'existence de trente millions de chômeurs qui, avec leurs familles, représentent une population égale à celles de la France et de l'Allemagne réunies. Cette baisse universelle peut-elle s'arrêter ?...

— Oui, interrompit un camarade, elle trouvera bien un palier.

— Le progrès technique trouvera-t-il un palier ? répliquai-je. Allez-vous emprisonner les savants, noyer les mines de charbon, interdire l'emploi du pétrole, faire sauter les barrages des Alpes et des Pyrénées et combler les lacs artificiels que l'on crée un peu partout dans votre pays ? Allez-vous reporter sur des épaules de chair le poids écrasant d'une production que le génie humain a trouvé moyen de placer sur des épaules de fer ? Préférez-vous l'esclavage des hommes à l'esclavage des chevaux-vapeur ?...

Je continuai :

— Avant de vous démontrer que cette baisse du pouvoir d'achat ne peut que s'accélérer inévitablement, voyons ses conséquences qui deviennent de plus en plus éclatantes dans tous les pays qui ont fait leur entrée dans l'ère de l'abondance. Y compris la France, je le répète, car, si elle y est entrée un peu plus tard que les autres, cela tient uniquement à ce que le développement de son outillage a été arrêté par la guerre. Les destructions, dont elle a souffert, lui ont procuré

un arrêt, même un recul, si vous préférez. Elles ont retardé sa marche en avant.

Mais depuis, elle a heureusement rattrapé le temps perdu.

Passons aux phénomènes qui accompagnent la baisse du pouvoir d'achat.

D'abord la thésaurisation. Le pouvoir d'achat des hommes devrait constamment augmenter afin de pouvoir absorber une production qui croît sans cesse. Nous venons de voir qu'il ne peut que baisser dès que la production croît en même temps que le chômage, donc dès que l'abondance est possible. Des capitaux deviennent inutiles, car, du moment qu'ils ne peuvent s'employer que dans la production et que celle-ci est déjà trop forte pour les besoins solvables» que diable pourraient-ils bien faire ? D'ailleurs serait-il imaginable que le détenteur de papier colorié put indéfiniment en tirer des ressources pour vivre, alors que celui qui offre son travail serait condamné à mourir de faim ? La thésaurisation fit son apparition, comme

c'était naturel, d'abord aux Etats-Unis, où les Américains se découvrirent des capitaux sans emploi. Ils eurent vite l'idée d'aller les placer au dehors et de les offrir, à n'importe quel prix, aux villes et aux industriels allemands qui les empruntèrent sans hésitation. Vous savez le reste ? L'Allemagne développa prodigieusement son outillage et les capitaux américains se congelèrent définitivement.

Autre phénomène : la chute de plus en plus rapide de tout commerce international.

La politique du repliement sur eux-mêmes que pratiquent actuellement tous les pays, n'est que la conséquence logique de la baisse du pouvoir d'achat de leurs nationaux.

En effet, dès que le pouvoir d'achat baisse dans une nation, il est clair que les producteurs ne vont pas permettre que la plus petite parcelle aille s'en perdre ailleurs. Les acheteurs solvables étant déjà insuffisants pour absorber la production intérieure, va-t-on leur permettre d'aller s'approvisionner au dehors ?

Alors toutes les nations hérissent leurs frontières de tarifs protecteurs : il ne faut pas que la marchandise étrangère vienne subrepticement rafler une portion, même minime, du pouvoir d'achat indigène. Toutes les nations veulent exporter, c'est-à-dire aller à la pêche du pouvoir d'achat du voisin. Aucune ne veut importer, c'est-à-dire autoriser les voisins à venir pêcher dans les eaux nationales où le pouvoir d'achat se fait déjà trop rare. C'est l'explication de la guerre douanière implacable à laquelle nous assistons depuis quatre ans et que se livrent les pays à coups de tarifs, prohibitions, contingents, centrales de devises, dévaluation de la monnaie, surtaxes compensatrices de change, etc.. Rien n'est plus drôle que de lire les conseils que vos économistes orthodoxes donnent aux nations pour les décider à renoncer à la politique du « vase clos » et les ramener à *la saine pratique du commerce international*. Comment n'ont-ils pas encore été capables de découvrir, au besoin en chaussant toutes les lunettes, que c'est la baisse continue du pouvoir

d'achat de leurs nationaux qui contraint les gouvernements à pratiquer la fameuse *autarchie* ?

— Ne leur demande jamais de dire autre chose que ce qu'on leur a appris sur les bancs de l'école, déclara Adéodat.

— Dès que la production d'un pays peut croître en même temps que son chômage, repris-je, ce pays est obligé de rompre les relations commerciales qu'il entretenait avec ses voisins. Comment peut-on prétendre, au contraire, que c'est par la reprise du commerce international que les nations sortiront de la crise ? Cette reprise est souhaitable, certes, mais elle est impossible avant la réforme interne que chacun de ces pays doit réaliser, au préalable, pour s'adapter au régime de l'abondance. La reprise du commerce international suppose, aujourd'hui, l'abaissement des tarifs douaniers; c'est vouloir réunir, en un seul marché, une vingtaine de marchés nationaux qui sont antagonistes précisément parce que chacun d'eux est sursaturé d'une production trop forte pour être absorbée par ses consommateurs solvables. Cette

sursaturation est tellement évidente que chaque pays cherche déjà à écouler chez les autres plus qu'il n'achètera de tous. Alors comment la fusion de tous ces marchés, individuellement sursaturés, pourra-t-elle donner un surplus de capacité de consommation solvable ? Est-il nécessaire d'être polytechnicien pour douter que l'addition de nombres négatifs puisse donner un total positif ? Qu'un surplus de capacité de consommation solvable ne peut résulter de la somme de plusieurs insuffisances ?...

— C'est cependant la thèse des hypocrites messieurs de la Production Française, interrompit Adéodat, Je dis *hypocrites* parce qu'ils entendent bien ne pas renoncer à leurs chers tarifs protecteurs qui garantissent encore leurs profits. Ils interdisent à leurs concurrents étrangers de venir leur disputer le pouvoir d'achat des Français.

— Leur hypocrisie va plus loin encore, repris-je, car ils sont les champions de la *compression des prix de revient*, en affirmant que le bon marché permettrait de forcer la défense douanière de

l'ennemi et d'écouler, enfin, leurs marchandises françaises à l'étranger. Ils oublient simplement, ces bénéficiaires de la rareté, que plus on fabrique à bon marché, moins on a de chances, *aujourd'hui*, de vendre ses articles à l'étranger.

En effet, peut-être parviendra-t-on encore à vendre des marchandises de grand luxe, ne s'adressant qu'à des multimillionnaires (s'il en reste) ! Comme ces multimillionnaires ne sont pas nombreux et qu'ils ont un énorme pouvoir d'achat qu'ils n'utilisent qu'en faible partie, les marchandises très chères réussiront peut-être à franchir les frontières, car elles ne commettront pas trop de dégâts dans le pouvoir d'achat des voisins. Mais que, par contre, germe dans votre cerveau l'idée d'exporter des articles très bon marché, obtenus grâce à la compression des prix de revient, c'est-à-dire par la compression brutale de la main-d'œuvre, alors vous m'en direz des nouvelles ! Comme vos articles s'adressent, cette fois-ci, à la masse des consommateurs étrangers, que ceux-ci n'ont qu'un faible pouvoir (l'achat,

mais sont obligés de l'utiliser en totalité, vous entendrez les imprécations des producteurs étrangers ! En peu de temps, ils vous prieront gentiment de garder votre « bon marché » chez vous. Si vous en doutez, vous n'avez qu'à vous demander pourquoi les articles japonais, qui battent tous les records du bon marché, sont en voie d'être boycottés un peu partout ? Uniquement parce qu'ils sont trop bon marché, donc qu'ils s'adressent à la masse des acheteurs solvables, donc qu'ils vont permettre de faire une rafle considérable du pouvoir d'achat dans tous les pays...

— Très juste, interrompit quelqu'un, et cela va mettre fin à un scandale inouï : on réduisait insensiblement les ouvriers à la misère afin de faire à l'étranger des cadeaux, de plus en plus somptueux, sous forme de marchandises toujours meilleur marché.

— Mais, questionna un autre de nos camarades, n'est-ce pas la justification éclatante des théories de Karl Marx ?

— Non, dis-je à mon tour, Karl Marx a remarqué que l'ouvrier était frustré d'une partie du pouvoir d'achat que son travail avait permis de créer. La théorie de Karl Marx s'applique donc encore à cette lutte que se font les producteurs qui exportent en se disputant le marché mondial. Leur profit découle bien d'une compression de main-d'œuvre plus forte que ne l'exigerait le prix auquel ils vendent leurs articles. Mais ce petit jeu se termine maintenant que le commerce international devient presque impossible avec le régime social actuel.

— Tu n'es donc pas partisan des théories de Karl Marx ? me demanda Adéodat.

— J'accepte ta digression, lui dis-je. Marx eut raison à l'époque où il écrivait ses livres et même plusieurs années plus tard. Mais aujourd'hui, du fait des progrès foudroyants de la technique qu'il n'avait pu prévoir, l'irruption de l'abondance dans le monde bouleverse tout. Quelle serait la surprise de Marx s'il constatait qu'aujourd'hui la production des choses utiles ne créera bientôt plus de pouvoir

d'achat pour personne : pas plus pour le patron, que pour le capitaliste, que pour l'ouvrier. Le premier soin de Karl Marx, s'il revenait parmi nous, serait de faire une nouvelle édition, revue et corrigée, de ses ouvrages. Un tel travail urgent incombe à ses disciples.

— C'est prodigieusement intéressant ce que tu dis là, reprit encore Adéodat; si c'est exact, cela change la face du monde.

— Je laisse aux autres le soin d'en faire une loi naturelle, répliquai-je, je me contente d'observer les faits que voici : Dans un grand pays moderne, il arrive que le développement incessant de l'outillage industriel et agricole, conjugué avec l'emploi intensif de la force motrice extrahumaine, permet un beau jour l'accroissement de la production en même temps que le chômage. Ce pays entre ainsi dans l'ère de l'abondance. Automatiquement le pouvoir d'achat de toute sa population ne cesse de diminuer comme une peau de chagrin à la suite d'une dévalorisation

continuelle de toutes les activités et de tous les actifs. On constate ensuite que la création des richesses se produit désormais sans création parallèle d'aucun pouvoir d'achat.

— Ce qui, en somme, s'explique fort bien, dit son voisin, le propre de l'abondance étant de détruire la valeur. Et cela justifie la thésaurisation des billets. Si ceux-ci permettaient encore de créer du pouvoir d'achat, leurs détenteurs n'hésiteraient pas à leur faire voir le grand jour.

— Mais quittons ce propos, dis-je, et laissez-moi revenir aux échanges internationaux. Les échanges renaîtront un jour, c'est certain, mais après la transformation sociale que les Américains, les Anglais, les Allemands, les Japonais, les Italiens, les Tchéco-Slovaques... les Français sont obligés de réaliser pour être dignes du régime de l'abondance dans lequel ils ne paraissent entrer qu'à leur corps défendant et qui va leur permettre d'échapper à une misère à laquelle les condamne leur régime antérieur.

— Et la Russie ? interrogea un autre de nos amis.

— La Russie, lui dis-je, n'a rien à voir au problème. Elle a fait, depuis la révolution, des efforts gigantesques pour atteindre le niveau d'équipement économique qu'ont réalisé d'autres nations. La Russie fait des prodiges que j'admire, *mais elle n'est pas encore entrée dans l'ère de l'abondance*. Elle en est même fort loin. Elle y parviendra sans aucun doute et sera, elle aussi, contrainte de modifier certaines choses. Le régime russe actuel n'a rien de commun avec celui qu'il vous faut établir aujourd'hui.

Me laisserez-vous revenir, dis-je, aux phénomènes qui accompagnent la baisse du pouvoir d'achat ? Après la thésaurisation et la politique du vase clos, parlons de la baisse de la morale publique et privée et des scandales financiers qui éclatent simultanément sur tous les points du globe, dans toutes les nations dont la production augmente en même temps que le chômage.

Ces scandales ont tous la même origine : la baisse du pouvoir d'achat affole les hommes et fait chavirer leur conscience. Dans l'impossibilité de faire les profits de jadis, ils prennent le chemin des profits hors série. Et comment les réaliser ? Avec la collaboration de l'Etat dont il faut acheter la complicité. Car l'Etat est, pour un temps encore, créateur de pouvoir d'achat. Ne tient-il pas la clef des profits exceptionnels : monopoles, privilèges, droits de douane, contingents, grosses commandes, etc. ? Tant et si bien que l'Etat se trouve très vite mêlé à tous les scandales de notre époque. Lisez, pour vous édifier, les journaux de Londres, de Bruxelles, de Berlin, de New-York. Tous les scandales financiers éclatent à la même heure et l'on dénonce avec emphase la collusion de la politique et de la finance. En vérité, la finance, qui meurt de sa belle mort, a besoin du ballon d'oxygène que les brebis galeuses de la politique sont bien heureuses de lui administrer, puisqu'elles y trouvent leur compte. De là à prétendre que tous les hommes politiques sont malhonnêtes, il n'y a

qu'un pas que le vulgaire franchit vite puisqu'il se complait à l'absolu.

Autre conséquence de la baisse universelle du pouvoir d'achat : l'endettement prodigieux des nations supérieurement équipées, charge de plus en plus insupportable, va écraser leur économie. C'est que tout l'outillage présent et passé (car il faut amortir dans la mesure du possible les techniques antérieures), a donné lieu à un endettement correspondant : dettes hypothécaires, crédits en banque, charges obligataires, etc.. Le poids de cet endettement, déjà lourd lorsque le pouvoir d'achat est en hausse, doit être assimilé à une chape de plomb aussitôt que le pouvoir d'achat est en baisse. Il faut alors alléger le poids de cet endettement en lui faisant subir des coupes sombres, et cet allègement se traduit par une nouvelle diminution du pouvoir d'achat des créanciers.

Autre conséquence : le phénomène d'auto-phagie. Si, dès que l'abondance fait son apparition,

les hommes persistent à vouloir maintenir, coûte que coûte, un régime social qui est basé sur la rareté, il se produit alors un phénomène auto-phagique analogue aux ravages du catoblepas, animal si bête, dit Flaubert, qu'il se mange les pieds sans s'en apercevoir. Je ne vous en parle pas puisqu'il est décrit dans *La Grande Révolution qui vient...*, livre auquel la grande presse a fait tant de silencieuse publicité que tout le monde le connaît, n'est-il pas vrai ?

— En clair, dit Adéodat, la machine compliquée de l'économie mondiale est en panne depuis bientôt quatre ans. L'abondance a fait son entrée dans le monde et fait disparaître peu à peu tous les pouvoirs d'achat. Les bénéficiaires de la rareté s'entêtent à ne rien voir et à vouloir faire remonter le pouvoir d'achat. C'est bien ça ?

— Oui, répliquai-je, mais précisons bien : le problème n'est pas résolu si l'on réussit à faire remonter le pouvoir d'achat d'un petit nombre, par exemple de celui des bénéficiaires de la rareté, car

les gens qui ont un énorme pouvoir d'achat n'en utilisent qu'une partie. Il faudrait faire remonter le pouvoir d'achat de la masse des consommateurs, car cette masse d'acheteurs, qui n'a qu'un faible pouvoir d'achat, est obligée de le dépenser en totalité. C'est la condition absolue pour permettre d'absorber une production qui ne cesse de croître. Qu'ont-ils donc proposé jusqu'ici, les derniers bénéficiaires de la rareté ?

Au milieu de sourires épanouis, un de nos camarades parla ainsi :

— Tout le mécanisme étant en panne depuis quatre ans, il y a des gens très graves qui sont venus dire ; laissez faire, il repartira tout seul : c'est une panne cyclique.

Un autre camarade nous amusa avec la lutte contre la vie chère et conclut ainsi :

— La vie chère, c'est la rareté, donc aux antipodes de l'abondance. Si les bénéficiaires de la rareté veulent faire baisser le coût de la vie, ils n'ont qu'à supprimer les cartels, les trusts, les comptoirs de vente, les destructions de richesses,

etc.. Il faut qu'ils fassent hara-kiri. Enfin, on ne fera jamais assez baisser le prix de la vie pour celui qui, n'ayant pour vivre que son travail, constate que son travail est devenu inutile. C'est la vie pour rien, absolument gratuite, qui correspond à son pouvoir d'achat.

Un troisième camarade nous égaya un bon moment en nous parlant de délicieux étourneaux qui, sans se donner la peine de démonter le mécanisme de la crise, n'hésitent pas à fabriquer un ordre nouveau ou à se mettre à plusieurs pour rédiger un plan dûment daté, signé et paraphé.

Un quatrième nous mit encore de meilleur humeur en faisant allusion aux grands travaux que Marquet propose pour *résorber* le chômage.

— Quel homme ! quel génie ! quel dentiste ! s'écria Adéodat. C'est pour vous éblouir, ce que je vous dis là. Je cite Labiche pour vous montrer que j'ai des lettres... dont je n'ai d'ailleurs pas l'emploi.

— Les grands travaux, dis-je, sont très utiles. Je crois même que, dans l'avenir, on n'entreprendra

plus que de grands travaux. Mais pour résorber le chômage ! Assurément ils occuperont quelques ouvriers tant qu'ils ne seront pas terminés.

Ensuite, comme ils auront augmenté l'outillage, le chômage n'en deviendra que plus grand.

N'a-t-on pas affirmé, au cours d'une récente séance du Conseil Municipal de Paris, que les chantiers du pont d'Iéna, ouverts à grands renforts de publicité radiophonique et cinématographique par MM. Doumergue et Marquet, occupaient tout juste treize ouvriers, puisque les autres sont remplacés par de l'outillage d'ores et déjà fabriqué ?

La gaîté disparut lorsque l'un de nous fit allusion aux intentions de ceux qui proposent de combattre la misère à coups de matraque et de faire cracher du pouvoir d'achat aux mitrailleuses.

— Et la possibilité d'une guerre ? lança un autre par une association d'idées qui nous parut assez naturelle.

Ce fut Adéodat qui répondit.

— La guerre ?... Entre les grandes nations industrielles, n'est-ce pas ?... Entre les nations qui viennent d'entrer dans l'ère de l'abondance ?... On se battait autrefois comme des chiens qui n'ont qu'un os à ronger. Va-t-on se battre, demain, parce qu'il y a trop de tout pour tout le monde ? Ma foi, c'est bien possible, puisque les hommes sont aujourd'hui au-dessous des crétins de jadis. Cependant, je ne peux pas le croire. Quel en serait le but ? Le vainqueur ajouterait à ses stocks invendables tous les stocks invendus du vaincu ? Voilà un genre d'opération qui ne devrait pas tenter ceux qui inspirent la politique extérieure. Qu'ils la préparent, d'accord, puisque cela leur procure des commandes, mais qu'ils la fassent faire par les copains !... Pourquoi les anciens combattants français et allemands, qui savent ce que c'est, ne s'entendent-ils pas pour l'apprendre aux autres ?

— Moi aussi, je me refuse à croire à la guerre, dis-je à mon tour. Ceux qui y songent sont des bêtes fauves qui n'osent même pas dire leur pensée. Mais je ne dis pas que certains

bénéficiaires de la rareté ne seraient pas enchantés qu'une bonne petite épidémie, frappant adroitement au foyer de tous les chômeurs, vienne éliminer gentiment les trente millions de sans-travail, avec leurs femmes, les gosses et les vieux parents à leur charge. C'est leur disparition, soudaine et définitive, qui permettrait une belle déflation massive du budget des dépenses de tous les Etats ! On pourrait alors procéder à de fameux allègements fiscaux ! Quelle reprise !

— C'est malheureusement impossible, observa Adéodat, sur un ton mélodramatique.

— Avouez, dis-je pour enchaîner, que c'est tout de même un singulier régime social que celui qui disparaît. Pour se survivre, il lui faudrait soit détruire des consommateurs, soit détruire des richesses, ou mieux : détruire les deux à la fois.

L'hilarité devint homérique lorsque la conversation porta sur les manipulateurs de la monnaie : inflationnistes, dévaluationnistes, etc..

— Les gens, dit Adéodat, constatant qu'ils s'expriment à tort et à travers, veulent en rejeter la responsabilité sur l'alphabet dont ils rêvent d'augmenter le nombre de lettres.

— Devant la machine en panne depuis quatre ans, dit un autre, ils proposent de changer l'huile; ils se contentent même d'y ajouter un peu d'eau.

— Ils ne savent pas, dit un autre encore, que la monnaie fait partie du mécanisme compliqué qui est en train de disparaître tout entier. Ils veulent agir sur la monnaie en laissant tout le reste en l'état. Qu'ils nous expliquent donc comment leur monnaie miraculeuse viendra dans la poche de l'aspirant-consommateur ? Elle ne peut tout de même n'y venir qu'en échange de son travail. Or on n'a plus besoin de lui.

— Si les manipulateurs de monnaie voulaient se donner la peine de démonter le mécanisme du pouvoir d'achat, dont Kou vient de parler, dit Adéodat, ils découvriraient que la quantité de monnaie ne joue qu'un rôle accessoire. Plus il y en

a, moins elle a de valeur. Tant que subsiste le régime des comptes, des contrats, bref des engagements de tous genres, il faut une monnaie aussi stable que possible, afin de ne pas ajouter la fraude à tous les désordres qui s'accumulent déjà. C'est contre de la monnaie qu'on échange le travail et les richesses. Faites disparaître ces échanges perpétuels qui sont à la base du régime, à la bonne heure. Mais qu'on les fausse, par surcroît, en falsifiant l'instrument de ces échanges, du coup je dis que ces gens sont fous à lier.

— Et le corporatisme dont on commence à parler, dit la camarade Simone.

— C'est la dernière trouvaille des bénéficiaires de la rareté, répondit Adéodat. Chaque individu s'avérant impuissant à créer du pouvoir d'achat, on s'imagine qu'en les groupant, en les parquant, en les cataloguant en compartiments étanches, l'ensemble de ces individus perdants donnera une corporation florissante. En réalité, on se propose d'éliminer de

nouveaux producteurs et de supprimer, après les produits, les moyens qui existent pour leur donner naissance. Après l'infanticide, on fait appel à l'avortement, selon la belle formule de Joseph Dubois.

— Et l'équilibre du budget ? dit ensuite le plus facétieux de la troupe. Cette fois-ci, les éclats de rire furent si bruyants qu'on ne s'entendit plus. C'est à peine si je perçus Adéodat qui criait : Comme il y a trop de blé et que l'État a besoin d'en avoir, il saisit le blé d'un cultivateur pour en faire de l'argent. Après quoi il se sert de cet argent pour avoir du blé....

— Amis, leur dis-je, car cela risquait de mal finir, si l'on pouvait augmenter le pouvoir d'achat de la masse des consommateurs, la crise serait finie depuis longtemps. Vous n'avez qu'à suivre les tentatives du Président Roosevelt dont un résumé se trouve dans « *Ce qu'on appelle la Crise !* ». Roosevelt est allé plus loin que personne en n'hésitant pas à employer des moyens qui faisaient

dresser les cheveux sur la tête de ceux des économistes orthodoxes qui en ont encore. Il a diminué les heures de travail et augmenté les salaires. Mais il s'est trouvé que l'ouvrier gagnait moins encore qu'auparavant, parce que le nombre d'heures nécessaires ne cessait de baisser en raison de l'effondrement général du pouvoir d'achat des autres consommateurs. Le Président Roosevelt n'a pas réussi à remettre d'aplomb la vieille économie de la rareté. Demain il dotera son pays de la législation de l'abondance ou il disparaîtra. Mais l'abondance, elle, ne disparaîtra pas. *C'est le génie de l'homme qui l'apporte.*

— Et la confiance ? dit un mauvais plaisant !

— Allons nous coucher, répliqua Adéodat.

Chapitre huitième

Notes de Kou

Au cours d'un nouvel entretien avec ses camarades, Kou raconte ce qui s'est passé dans son pays dès que l'abondance y fit son entrée triomphale.

— Amis, dis-je en débutant, j'habite un pays neuf qui vous doit tout. Vous avez péniblement défriché le sol, laissé un lambeau de chair à toutes les ronces. Après des siècles de labeur, vous avez réussi à faire éclore des roses magnifiques... Nous les cueillons ! Nous vous avons pris les merveilles de votre science en vous laissant la peine de les avoir créées. Nous avons pris les travaux de vos savants et choisi, dans le progrès de vos techniques, l'ultime perfection qui venait de surgir de vos cerveaux. Nous vous avons abandonné tout le reste : le fardeau écrasant des études et des expériences antérieures en vous laissant le soin de

les amortir selon votre régime complexe des contrats, des comptes, et conformément à vos conceptions séculaires du doit et de l'avoir, enfin par le recours à tout l'arsenal juridique qui vous étouffe.

Faites le calcul de ce que vous a coûté votre dernier type de locomotive. Peut-être des millions et des millions de francs, car il vous a fallu amortir le prix des études, des essais, de toutes les séries de types qui ont fini par enfanter celui qui vous permet d'entraîner un rapide à 120 kilomètres à l'heure. Nous nous sommes contentés de choisir cette dernière locomotive et de la reproduire. L'auto-rail fait timidement son apparition sur vos vieux réseaux : mes compatriotes les plus éloignés ne connaîtront jamais que l'auto-rail qui a circulé, pour leur usage, dès l'achèvement de la première voie ferrée.

J'ai tort de dire que nous vous avons tout pris. En réalité, vous nous avez tout donné : vos hommes, vos capitaux, votre outillage. Nous avons tout importé librement, à l'exception de vos

économistes distingués contre lesquels nous avons établi nos premiers droits de douane, que nous élèverions à la hauteur de la muraille de Chine si cela devenait nécessaire.

Voilà qui vous explique que, dans mon pays, l'abondance ne tarda pas à faire son entrée triomphale. Mais nous aussi nous vécûmes tous les désordres dont vous souffrez en ce moment.

La production, chez nous, s'accrut en même temps que le chômage. La misère, la baisse du pouvoir d'achat, les capitaux inutiles, les scandales, la jeunesse qui se morfond, aucun de ces maux ne nous fut épargné. Mais devant l'amoncellement des stocks qui pourrissaient, faute de rencontrer un consommateur solvable, nous comprîmes qu'il était criminel d'essayer vainement de maintenir un ordre de choses qui ne pouvait plus faire naître que des détresses humaines. Nous comprîmes que, grâce à vous, une heure bénie venait de sonner au grand cadran de la science, et que le bonheur de chacun ne pouvait plus exister désormais que dans le bonheur de tous.

C'est dans vos leçons que nous puisâmes cette vérité : l'homme est mis au monde pour vivre; il ne doit travailler que dans la mesure où c'est encore indispensable. Grâce à la science, ce travail, de moins en moins pénible, n'est plus digne de l'homme que dans la mesure où il profite à tous. N'est-ce pas la preuve que la solidarité est le principe même de la vie ?

Mes amis m'écoutant sans sourciller, je crus bon de les égayer :

— Nous nous sommes souvenus de l'obélisque de la place de la Concorde. Un homme à lui seul ne serait jamais parvenu à le dresser. Cent millions d'hommes, chacun travaillant pour son propre compte, œuvrant pendant cent millions d'années, n'y seraient pas parvenus non plus. Quelques hommes, se divisant la tâche et se servant d'appareils techniques, l'ont hissé d'aplomb en un quart d'heure.

Certes, nous n'avons rien transformé en un jour, mais nous nous sommes donnés l'objectif suivant : Etant les maîtres d'une production

illimitée, nous serions des monstres si nous hésitions à réaliser une civilisation humaine. Les enfants : à l'école ; les hommes jeunes : au travail ; la femme : au foyer ; les vieux : au repos, protégés contre tous les aléas de la vie matérielle.

Pour y parvenir, nous avons suivi plusieurs routes convergentes.

D'abord, courant au plus pressé, nous avons fait disparaître la misère sans nous émouvoir des brocards de ceux qui prétendaient que, du moment qu'elle avait toujours existé, elle existerait toujours. Car si la misère est inévitable au temps de la rareté, elle est un défi au bon sens lorsque règne l'abondance. En punissant de mort ceux qui détruisaient des choses utiles, sous prétexte qu'ils n'en avaient pas besoin, nous vînmes facilement à bout de nourrir, vêtir et loger convenablement l'espèce humaine. Il nous a suffi de lui reconnaître un droit de priorité sur les charançons, les mites et les araignées.

En même temps, nous pourchassions avec énergie tous les cumuls d'emploi, du haut en bas

de l'échelle sociale, estimant que lorsque nous aurions réussi à trouver *une place pour chacun*, il ne serait pas impossible de mettre *chacun à sa place*.

En appliquant fidèlement l'esprit du vieil adage qui veut que la collectivité devienne l'héritier de ceux qui meurent sans en laisser, nous prîmes, au compte de tous, les entreprises industrielles et agricoles qui s'arrêtaient de fonctionner faute de profit, Cela nous conduisit, évidemment, à apporter quelques transformations dans le fonctionnement anachronique de l'Etat.

Enfin, une politique active fut faite pour organiser le *droit au travail* avec ses corollaires : le droit aux loisirs, le droit à la quote-part des richesses produites. Nous obligeâmes la société de rareté qui s'effondrait à garantir un travail et un salaire minimum à tous les travailleurs.

L'homme, avons-nous dit, a droit à la vie du seul fait qu'il est au monde. En le privant d'exercer ce droit par prise au tas, la Société a pris en charge son existence. Elle lui *doit* du travail puisqu'elle a fait de la formule : « à chacun selon son travail », le

seul moyen d'accéder à une propriété qui est à la base du régime de la rareté: c'est une dette à laquelle elle ne peut se dérober, surtout depuis le jour où tout ce qui existe, au-dessus et au-dessous du sol, a été approprié en vertu de la loi et des usages.

Nous dûmes intervenir pour interdire, avec la dernière sévérité, la compression des prix de revient et des frais généraux qui, lorsqu'elle s'exerce dans *un* pays où la production augmente en même temps que le chômage, ne peut fabriquer encore qu'un peu plus de chômage et toujours plus de misère. Il fut très difficile de le faire comprendre à nos producteurs qui voyaient dans cette politique égoïste un moyen de salut individuel.

Autrefois oui, leur avons-nous dit. Aujourd'hui non, mille fois non. Ces hommes que vous renvoyez de vos bureaux et de vos ateliers, dont vous vous débarrassez sans pitié pour leur famille, sans égards pour les services rendus, ne vont pas mourir tranquillement dans un coin. Vous les retrouvez tous sur la note de votre percepteur,

et ce ne sont pas vos récriminations contre l'étatisme envahisseur qui décideront l'État à vous consentir un rabais.

Nous primes aussi des mesures pour mettre un frein aux faillites et aux liquidations judiciaires que nos tribunaux de commerce, qui datent du temps de la rareté, prononçaient au contraire en abondance...

Les employés et les ouvriers du failli ne disparaissaient pas pour si peu, mais allaient grossir l'effectif des chômeurs. Et quant au failli lui-même ?... Démuni de tout, il ne lui restait qu'à rallier l'armée toujours plus nombreuse des intermédiaires qui tirent leurs ressources des ressources des consommateurs et ne cessent ainsi de faire monter le prix de la vie au moment où il faudrait, au contraire, l'obliger à descendre.

Ne fallait-il pas nous évader *de force* du terrible cercle infernal où la fameuse crise nous tenait prisonniers ?

Je n'insiste pas sur l'organisation de la production. Nous la réglons sur les besoins que

nous connaissons grâce à la science moderne de la statistique. Elle sera prochainement assurée en n'exigeant de tout citoyen que de sacrifier un petit nombre d'années au service de tous, pendant lesquelles il accepte volontairement la discipline des différentes techniques. Moyennant quoi, lui, sa femme et ses enfants, connaissent un bonheur matériel qu'aucun de vous n'a entrevu, même dans ses rêves les plus extravagants. Nous sommes tous délivrés de l'affreuse angoisse du lendemain, du cauchemar de l'avenir.

— Alors que faites-vous le reste du temps ?
demanda l'un de nos camarades.

— Nous vivons, fut ma laconique réponse, alors que vous oubliez de vivre.

Nous vivons, libérés de la lutte pour la vie, dans le présent et non dans l'appréhension du futur.

Certains combinent harmonieusement le recueillement de la retraite avec les douceurs de la société; les uns font une grande variété d'ouvrages de leurs mains et utilisent, pour la plus grande joie de la famille, ce génie inventif que nous tenons de

la nature. Chacun s'efforce ainsi d'ajouter à son bien-être et de cultiver son esprit. La musique passionne les uns; d'autres étudient des livres utiles; d'autres encore dessinent et peignent ; beaucoup voyagent ; les jeunes font du sport. Oh ! certes, ce fut, à l'origine, un terrible souci que d'organiser les loisirs lorsqu'ils firent leur entrée dans le monde par la porte basse du chômage. Mais c'est un problème que vous devrez tous résoudre, car vous vous souciez bien un jour de ce que font, de leurs vingt-quatre heures de loisirs forcés, les trente millions de chômeurs que compte déjà le monde. En Allemagne, voilà qu'on commence à leur faire porter la pelle sur l'épaule droite, puisque l'excavateur rend tout autre maniement inutile. Enfin, la haute culture, cette consolatrice des heures douloureuses, ne doit plus rester le monopole de quelques heureux privilégiés. Cela suffit-t-il à votre bonheur que M. Edouard Herriot ait le monopole de la haute culture, comme d'autres ont celui du pétrole ou des conserves d'anchois ?...

— Parle-nous, Kou, de vos mœurs,
interrompt Adéodat.

— Elles valent au moins les vôtres, répliquai-je. Elles se purifient du jour où l'esprit de lucre est devenu inutile, car il n'a fait naître que trop d'orgueil, d'avarice, de malignité, de noirceur, de cabales, de lâchetés, de honteuses flatteries, de mensonges. Nous nous sommes débarrassés de la vénalité qui vous permet d'acheter l'amour, de quelle sincérité la et les consciences, de qualité pire encore !

Croyez-moi, mes amis, s'il est peut-être facile de prêcher la vertu à des ventres vides, il est terriblement ardu de s'en faire écouter.

Mais voilà qu'ils m'interrogent tous à la fois.

— Pour la production, nous sommes d'accord, dit l'un, car nous savons que des billets de banque livrés à eux-mêmes ne produiront jamais rien de toute éternité. C'est un problème d'organisation. Cela marche-t-il bien ?

— Un ordre même imparfait est toujours supérieur au désordre actuel, répondis-je. Nous

ferons toujours mieux. D'ailleurs, tout le monde y gagne et rien n'est plus réconfortant que de voir toute la population s'intéresser aux statistiques que publient tous les jours nos journaux en nous annonçant que la vie va devenir de plus en plus belle. Demain tout le monde aura son auto, comme aujourd'hui tout le monde a sa montre. Et la montre et l'auto ne sont-elles pas des mécaniques de même nature mais d'un âge différent?

— Cela vaut bien la lecture des cours de la Bourse, remarqua Adéodat.

— Vos valeurs de Bourse, continuai-je, sont cotées haut dans la mesure où la rareté favorise l'activité de la firme qu'elles représentent. Votre valeur la plus somptueuse n'est-elle pas le Suez ? N'est-ce pas parce qu'elle détient la seule route d'eau possible entre l'Afrique et l'Asie, et qu'alors, tel Fra Diavolo avec son escopette, elle rançonne le voyageur ?

— Bravo, répondit Adéodat, ton explication vaut bien celle que nous donne certaine presse, à savoir que si les valeurs montent, c'est un

hommage rendu à la compétence gouvernementale, et que si elles baissent, c'est la faute du commissaire spécial de la Bourse⁶.

— Mais parle-nous de la distribution des marchandises, réclama un autre de nos amis.

— Le ravitaillement ? dis-je surpris. Mais ne s'effectue-t-il pas très bien chez vous pour tous les consommateurs solvables ?... Or, il s'exécute dans un désordre invraisemblable, puisque chacun fait ce qu'il veut, ou ce qu'il peut, à grand renfort de publicité, plus ou moins mensongère, pour hypnotiser l'acheteur, tout cela sans jamais connaître à l'avance l'importance des besoins à satisfaire. Or, du moment qu'on les connaît et que l'on procède avec ordre et méthode, le problème deviendrait-il insoluble ?

— Et la monnaie ? s'écria un autre.

— Il est évident qu'elle ne ressemble en rien à celle qui a encore cours chez vous. Elle a perdu le pouvoir d'emmagasiner et de conserver de la valeur.

Le poids de l'endettement nous obligea à lâcher l'étalon-or (ce qui n'a rien à voir avec la dévaluation de M. Paul Reynaud), et nous connûmes des désordres de plus en plus graves. Effrayés de voir les grands pays dévaluer leur monnaie sans opérer la transformation sociale correspondante, nous avons craint de voir la nôtre s'effondrer un beau jour avant que nous fussions préparés à l'éventualité. Si on laisse aller les choses, il est clair qu'on découvrira un jour que la valeur de la monnaie est en raison inverse de l'abondance des produits. Mais que de misères il est possible d'éviter lorsqu'on connaît le but qu'il faut atteindre au lieu de se laisser bousculer par les faits. Il me faudrait deux heures pour vous énumérer les mesures que nous dûmes prendre pour ne pas être constamment à la traîne des événements. Sachez qu'aujourd'hui encore, peut-être par déférence pour la tradition, nous avons conservé une monnaie nominale en raison des facilités d'ordre comptable qu'elle nous procure dans la répartition des produits.

Mais les questions fusaiient de toutes parts.

— Et la propriété privée ? dit Adéodat.

— Que t'importe, lui dis-je, s'il te reste la possession ? As-tu jamais eu davantage ? Et du moment que tu n'as plus à assurer l'avenir de tes enfants ? Ne ris-tu pas quand un homme dit devant toi : mes usines, mes forêts, mes mines, sur le même ton qu'il dit : mon estomac, ma vésicule biliaire, mon cor au pied ?

— Alors l'épargne ?

— Elle est devenue de plus en plus inutile. On n'épargne que de peur de manquer un jour du nécessaire. L'épargne fait partie des siècles de rareté, puisqu'il faut faire provision quand on craint la disette.

— Et la femme ? s'enquit la camarade Simone.

— Les premiers loisirs que l'abondance nous permit de récupérer furent affectés à la femme pour lui permettre de réintégrer un foyer qu'elle n'aurait jamais dû quitter. C'est du moins notre manière de voir. Chez vous, la femme devient un

homme au rabais depuis que vous ne cessez de comprimer vos prix de revient. On ne voit plus chez nous la femme qui se lève à cinq heures, réveille ses gosses et les confie à la garde de quelqu'un à qui elle sacrifie une part de son salaire de misère.

— Et les enfants ? réclama un autre.

— Les enfants sont tous élevés ensemble de façon à apprendre de bonne heure la loi de la solidarité qui nous soude les uns aux autres. Et puis, il y avait trop de gens indignes d'élever des enfants.

Il me faudrait aussi des heures pour vous parler de l'instruction. Sachez que nous ne distinguons plus entre les manuels et les intellectuels. Ce sont les progrès de la technique qui ont fait disparaître cette distinction.

Autre distinction qui fait partie du passé : nous ne différencions pas l'enfant *naturel*, abandonné le plus souvent par ses parents, de l'enfant *surnaturel* qui, trouvant quelquefois, dans ses langes, le contrôle d'une grande société

anonyme, en vertu du patronat de droit divin, disposait ainsi des moyens d'existence de milliers de familles de travailleurs. Les hommes naissent libres et égaux en droits, affirme votre déclaration des Droits de l'Homme que vous devriez bien faire passer en révision.

Nos enfants ne sont-jamais confiés à une Assistance Publique qui met le travail d'un bambin ou d'une bambine en location sur le champ de foire et l'adjuge au dernier et plus offrant enchérisseur.

Il est interdit, chez nous, de louer les muscles d'un animal de peur que le loueur n'abuse de ses forces ou le martyrise; à plus forte raison en est-il ainsi lorsqu'il s'agit de la faiblesse de nos enfants. D'ailleurs, veillez-y bien : de même que la compression des prix de revient, à l'âge de l'abondance, fait de la femme un homme au rabais, elle va faire de l'enfant une femme au rabais. Vous verrez un jour les gosses chargés de faire vivre leurs parents chômeurs.

— Et les paresseux ? les vicieux ?

— Ils sont peu nombreux, puisque nous réclamons juste le peu de travail qu'exige l'abondance. Les paresseux et les vicieux entrent, au contraire, dans le domaine de la rareté. Ceux qui survivent sont considérés comme des malades, et nous leur faisons suivre le traitement qui leur convient.

— Et les économistes orthodoxes ?

— Je vous ai déjà dit que leur importation a toujours été interdite. À la demande de mes compatriotes, notre gouvernement contingentait leur entrée à un seul spécimen. Il figure en bonne place, admirablement soigné et nourri, dans notre collection des espèces heureusement disparues.

Nous disputâmes encore quelque temps. Certains de nos amis ne parvenaient pas à comprendre que la facilité extraordinaire avec laquelle les richesses se créent maintenant, permettait de tout obtenir gratuitement, à condition de fournir gratuitement aussi, et par roulement, le peu de travail humain qui demeurerait nécessaire. L'idée qu'on peut vivre beaucoup mieux

qu'autrefois, infiniment mieux qu'autrefois, sans l'obligation de faire entrer constamment des papiers coloriés dans sa poche et de les en faire ressortir aussitôt, s'admettait difficilement.

De même cette autre idée qu'on ne compte, qu'on ne mesure et qu'on n'évalue que les choses rares.

Adéodat mit fin à la discussion.

— Il n'y a, dit-il, qu'à se débarrasser de soixante siècles d'atavisme et de la Sainte-Economie,

— Alors, dépêchons-nous, dit la camarade Simone : hommes, femmes, enfants sont en grand nombre sous-alimentés...

Chapitre neuvième Derniers papiers de Kou.

Texte d'une causerie que Kou se proposait de faire à un groupement de Producteurs de la Rareté Française.

Messieurs, il n'y a plus place aujourd'hui, dans les grandes nations modernes, que pour deux grands partis : celui des partisans de l'abondance ; celui des bénéficiaires de la rareté.

Les partisans de l'abondance estiment que si l'homme a inventé des machines, puis a réussi à les faire mouvoir par les forces qu'il a su capter dans la nature, c'est pour diminuer son labeur et non pour sombrer dans une noire misère. Partant du principe que les choses utiles aux hommes sont créées pour être consommées, ils en font découler ces quelques vérités premières :

Que deux sacs de blé sont préférables à un seul ;

Que deux hectolitres de vin valent mieux
qu'un seul hectolitre ;

Que les pommes de Normandie sont faites
pour être mangées par les hommes et non pour
pourrir sur place ou gaver des pourceaux qui n'en
veulent déjà plus ;

Que le poisson que Ton s'est donné la peine
de pêcher doit servir d'aliment aux familles ; qu'on
ne doit le rejeter à la mer que s'il n'est plus frais ;

Que les maisons ont été bâties pour abriter
hommes, femmes et enfants; donc* que les milliers
d'appartements qui sont vides à Paris et en
province» sont, à tort, réservés aux araignées
occupées à y tendre confortablement leurs toiles ;

Que le charbon est extrait de la terre pour
chauffer les malheureux qui grelottent et non pour
s'amonceler en. noires pyramides sur le carreau de
la mine.

Les partisans de l'abondance constatent que
le monde n'a jamais regorgé d'autant de richesses
qu'aujourd'hui et que, si la misère s'étend, c'est par
ignorance ; que l'heure est passée où chacun devait

surtout tendre vers soi ; qu'au contraire, l'heure est venue, grâce à la science, où l'on doit tendre au général, puisque la pente vers soi est la source de tous les désordres économiques et sociaux.

Les bénéficiaires de la rareté, au contraire, cherchent à ressusciter cette bienfaisante rareté qui permettait de réaliser les profits individuels et dont l'expression idéale est la disette. À cet effet, ils ont déjà détruit dans le monde des montagnes de produits alimentaire, sous prétexte de donner quelque valeur à. ceux qu'ils détiennent.

Pour les bénéficiaires de la rareté, cent sacs de blé, c'est bien; cinquante sacs c'est mieux; deux cents sacs sont un désastre. Alors, ils ont imaginé les cartels, les trusts, les comptoirs de vente, les contingents, les primes à l'exportation et la resserre aux Halles. Ils préfèrent conserver leurs appartements vides, bien que les araignées soient dispensées jusqu'ici d'acquitter un loyer. Ils commencent à détruire l'outillage, et ils continueront, sous le couvert du corporatisme, à

anéantir des moyens de production sans se douter qu'ils suppriment, du même coup, des consommateurs solvables.

Les bénéficiaires de la rareté voudraient limiter le plus possible, sinon faire disparaître, cette fâcheuse faculté que possèdent les hommes de tout produire, de tout faire pousser en quantités, demain illimitées.

Ils se cramponnent donc au passé, au régime des comptes, à l'arsenal juridique, bref à tout un système qui n'a été édifié que pour distribuer des choses rares, et qui s'effondre nécessairement à mesure que l'abondance vient remplacer la rareté.

Les partisans de l'abondance doivent donc faire comprendre aux bénéficiaires de la rareté que ceux-ci sont battus, quoi qu'ils fassent et quoi qu'il arrive. Ils sont à la merci d'une découverte nouvelle qui viendrait augmenter l'énergie naturelle dont les hommes disposent d'ores et déjà.

Que dis-je ?... Mais la seule électricité, dont les réserves sont inépuisables, suffit amplement à les mettre en déroute. Car on ajoute chaque jour

d'autres réserves à celles qui existent à l'heure où je vous parle. Aux centrales thermiques, aux glaciers des Alpes, voilà qu'on superpose des lacs artificiels qui sortent, comme par enchantement, dans les régions les moins favorisées de la France. J'ai visité le barrage de Sarrans, dans la Creuse, où 450 000 mètres cubes de terre et de cailloux viennent d'être déplacés sans avoir été effleurés par une seule main d'homme. Quelques ouvriers seulement, installés dans des cabines de commande, ont assuré ce gigantesque travail. Les bennes sont venues, automatiquement, se déverser à la seconde prévue, en même temps que d'autres bennes apportaient le ciment qu'elles déversaient à la cadence voulue, tandis que la quantité d'eau venait s'ajouter toute seule et à intervalles réguliers pour la création spontanée de la maçonnerie nécessaire. Mais dès que cette œuvre de Titans va être achevée, le lac emprisonné se transformera, lui-même, en une force astronomique qui filera, en moins d'un millièm de seconde, là où son travail viendra relever les

muscles des hommes. Ce courant fractionné, coupé, raccordé, esclave d'un réseau follement enchevêtré, ira s'offrir pour être utilisé à l'illumination des villes, des villages, des chaumières. Il servira aussi à actionner des turbines, à mouvoir des machines-outils, à propulser des rapides. Il se fauilera partout et fera marcher des petits moteurs domestiques et même l'aiguille de la machine à coudre ; il traitera les vaches et fera le beurre ; il écorchera le sol en profonds sillons ; il écrasera des tonnes de raisins, de pommes, d'arachides ; il broiera les engrais et les tourteaux ; il concassera les graines ; il hachera les racines et les pailles ; il puisera l'eau ; il moudra la farine ; il sciera le bois ; il battra le blé, l'orge, le seigle, l'avoine ; il hissera le foin dans la grange... et les hommes se croiseront les bras. Mais comme ils ne peuvent actuellement consommer que dans la mesure où ils travaillent..., alors ils ne te paieront plus, ô puissant consortium de l'électricité !

Car certains bénéficiaires de la rareté s'imaginent encore qu'ils continueront à vivre dans un secteur privilégié. Qu'importe que baisse le pouvoir d'achat, si nous conservons le nôtre ! Quel pitoyable calcul ! Mais c'est le pouvoir d'achat de la masse des consommateurs qui t'importe au premier chef, puisque cette masse, disposant de peu, est obligée de tout dépenser pour vivre. Elle représente 999 pour 1 000 des consommateurs. Ils te sont nécessaires, indispensables pour absorber ce que tu produis et que tu vends aussi cher que tu le peux. Si le pouvoir d'achat de cette masse s'effondre, c'est ton propre pouvoir d'achat qui s'évanouit, ô bénéficiaire temporaire de la rareté !

Crois-tu donc avoir une option ? T'imagines-tu avoir le choix ? Pouvoir ressusciter le passé ou marchander l'avenir magnifique qui s'ouvre aussi bien pour toi que pour les autres ?

De quoi aurais-tu peur pour demain ? La vie ne s'arrêtera pas sous prétexte qu'on aura mis quelque ordre dans les incohérences d'aujourd'hui ! Tolères-tu la liberté de manœuvre dans tes bureaux

et tes ateliers? Consens-tu à laisser à chacun le soin d'assurer, comme il lui convient, sa propre petite défense nationale? Alors si l'ordre et la discipline techniques sont excellents pour la défense de l'intérêt personnel, comment se transformeraient-ils en anarchie dès qu'il urge, pour le salut commun, de les transposer sur le plan de l'intérêt général ?

Voudrais-tu gagner du temps ? Viens avec moi aux îles Chausey contempler le spectacle extraordinaire de la grande marée d'équinoxe. Lorsque la mer est haute, on a l'impression d'être perdu, en plein Océan, sur un minuscule rocher. Mais voici que, tout à coup, les eaux se mettent à baisser et découvrent, à l'observateur émerveillé, des bandes de terre et des îlots dont il ne soupçonnait pas l'existence ; ils émergent brusquement des eaux qui se retirent. Or la fameuse Crise est à l'image de ce beau phénomène, et la mer qui baisse, c'est le pouvoir d'achat qui descend. Avec cette seule différence qu'il

n'interrompra pas son mouvement, tandis que la marée, elle, remontera.

Le pouvoir d'achat baisse d'une manière ininterrompue et découvre des têtes qui semblent sortir des flots. Ce sont, d'abord, les hommes qui n'ont que leur travail pour vivre et que rejette ainsi une société qui meurt. Mais voici de gros rochers que l'Océan découvre à leur tour : ce sont de véritables fragments de notre économie qui bondissent dans la société nouvelle, hors du domaine des comptes et du profit. Quelques-uns sont déjà parfaitement reconnaissables, sans qu'il soit nécessaire de te servir de la longue-vue que les économistes distingués ont eu la fâcheuse idée de te confisquer. Voici les chemins de fer. Qui se soucie aujourd'hui de leur croissant déficit ? Si l'on respectait les règles du jeu, tous les réseaux, depuis longtemps, devraient être liquidés, saisis, mis en vente chez le commissaire-priseur. Mais qui achèterait une locomotive, ou la gare de Perrache même avec M. Herriot débarquant du train ? Alors on les conserve, hors du droit commun,

uniquement parce qu'ils sont indispensables à la vie collective et bien qu'on soit sûr qu'ils ne pourront *jamais plus* créer un profit à un individu. Et le budget de l'Etat ? Lui aussi s'affranchit des règles du droit et de l'obligation, et bientôt il n'y aura plus que notre ministre des Finances pour s'amuser à faire ces grandes additions qui, pour nous, finissent invariablement par de nouvelles soustractions. Et l'industrie automobile ? N'apparaît-elle pas déjà sous l'eau dont elle cherche à se dégager ? Demain elle rejoindra les chemins de fer et le budget, l'aviation, les compagnies de navigation et le reste.

Et ainsi de suite, au fur et à mesure que le pouvoir d'achat, en se retirant, permettra d'entrevoir la terre promise.

L'échéance ?... Qu'importe, puisqu'elle est fatale. Ne vois-tu pas tes ressources fondre comme neige au soleil, et ne devines-tu qu'un jour se lèvera où il ne te restera à partager que la misère de tes frères ?

Déjà de nombreux billets de banque sont sans emploi. Ne devines-tu que c'est parce qu'ils

sont désormais incapables de s'investir comme autrefois et de créer ainsi une source nouvelle de pouvoir d'achat ? Alors à quoi bon les accumuler ? Voilà que cet argent, qui n'avait pas d'odeur, prend déjà le parfum de la monnaie de demain dont le seul rôle sera de procurer les choses nécessaires à la vie. Demain... qui abrogera cette loi d'airain imposée au grand nombre : « Tu gagneras *mon* pain à la sueur de ton front » !

Retarder demain ? Jamais dans la mesure où certains le souhaitent. Et puis pourquoi retarder les bienfaits que l'abondance apporte aux hommes ? Crois-tu qu'il soit au pouvoir de quelqu'un de se jeter à la traverse de la route qu'ils poursuivent depuis qu'ils sont apparus sur terre ? Ajourner la récompense du labeur acharné de toutes les générations ? L'aboutissement d'une route qu'elles suivent depuis des siècles ?

Ne vois-tu pas que, cette échéance, tu la compliques bien inutilement d'une terrible reddition de comptes, car ne crains-tu pas qu'on soit sévère pour ceux qui ferment les yeux pour ne

pas voir les miracles de la science et se bouchent les oreilles pour ne pas entendre les cris de la misère ?

C'est une lutte inégale et bien folle que tu engages, ô bénéficiaire de la rareté, contre le génie de ta race.

Une guerre où, d'avance, tu es vaincu. Car le génie de l'homme est une flamme divine qui nous permet de retrouver le paradis terrestre, non plus accessible à deux pauvres consommateurs perdus, mais agrandi, cette fois, à l'échelle de l'humanité tout entière !

Épilogue

Ici s'arrête la traduction des derniers papiers de Kou, à l'exception d'une note que le lecteur trouvera aux annexes.

À la dernière feuille était épinglée une convocation de la Préfecture de Police : service des étrangers. Il est à présumer que la carte de séjour de Kou ne lui a pas été renouvelée. (*Note du traducteur*).

Annexe

Kou paraît avoir voulu conserver les éléments de son enquête politique qui lui ont permis d'écrire qu'on ne savait pas bien quelle était la différence entre un gouvernement de droite et un gouvernement de gauche. Voici ses extraits de déclarations ministérielles.

M. Millerand dit, en 1920 : Notre souci immédiat sera de vous faire connaître le tableau des voies et moyens par lesquels réduire l'inflation fiduciaire et équilibrer le budget.

M. Leygues dit la même année : Il nous faut administrer nos finances avec une économie sévère.

M. Briand dit, en 1921 : Nous sommes résolus à hâter le vote du budget et à réintroduire dans nos finances l'ordre, la régularité et la clarté. Attentif aux répercussions de la crise économique

dans le monde du travail, le gouvernement doit à celui-ci de prendre les mesures propres à remédier à la pénible situation des chômeurs et de rechercher les moyens de rendre confiance à notre industrie.

M. Poincaré dit, en 1922 : Il nous faut apporter les améliorations nécessaires dans l'assiette et la perception des impôts, faire des économies sincères recherchées surtout dans des simplifications durables et dans une décentralisation rationnelle des services publics.

M. Poincaré dit encore : Des finances assises et solides sont, d'ailleurs, pour un Etat, quel qu'il soit, une indispensable garantie d'indépendance.

M. Edouard Herriot dit, en 1924 : Nous assurerons l'équilibre budgétaire.

M. Paul Painlevé, s'engage, en 1925, à : Ne présenter qu'un projet de budget où toutes les dépenses définitives de l'Etat, comprimées aussi rigoureusement qu'il sera possible, seront

couvertes par l'impôt, aucune d'entre elles ne devant plus désormais être imputée au Trésor. L'heure est de celles qui ne comportent ni atermoiements, ni délais.

M. Paul Painlevé, revient, six mois après, à la charge : Nous entendons d'abord que les recettes certaines et permanentes couvrent la totalité des dépenses publiques permanentes, de quelque nature qu'elles soient et quelque justifiée que puisse paraître en soi leur inscription hors budget. Pas un centime de ces dépenses ne doit être demandé à l'inflation ni à l'emprunt, ni à d'autres ressources que l'impôt. On ne peut vivre indéfiniment dans cette instabilité économique qui sème l'inquiétude dans les foyers et décourage le labeur probe et l'esprit d'économie, et menace notre crédit aux Etats-Unis. L'année 1926 doit marquer une date décisive pour le relèvement de nos finances.

M. Briand répète, en 1925 : Que les sacrifices, si lourds qu'ils soient, seront acceptés par le pays

s'il aperçoit clairement qu'ils apportent un remède définitif

M. Briand confirme, en 1926 : Qu'il faut assurer l'équilibre budgétaire puisque, malgré de longs débats, il a été impossible d'apporter, à la date prévue, une solution au problème financier.

M. Joseph Caillaux demande» en 1926, des pouvoirs définis pour effectuer la stabilisation du franc. Mais M. Edouard Herriot, alors Président de la Chambre, descend de son fauteuil pour s'élever contre pareille procédure. Il renverse le ministère, prend sa place, et on lui donne 48 heures pour déclarer : Que jamais la situation n'a été plus nette, ni la décision plus urgente.

M. Poincaré revient pour : Conjurer à tout jamais de nouveaux risques d'inflation, et proposer le vote, avec le principe d'économies importantes, des suppléments de recettes indispensables.

M, A. Tardieu promet en 1929 : D'assurer l'équilibre rigoureux du budget et de réaliser la

réforme générale de la fiscalité.

M. Chautemps ne peut vraiment pas, en trois jours : Reprendre, avec des modalités nouvelles, le projet d'équipement national déposé par le précédent cabinet.

Aussi M. A. Tardieu revient-il : Pour assurer le vote du budget, premier acte ; et faire voter un projet de loi organisant un meilleur aménagement de la fiscalité, deuxième acte.

M. Steeg affirme en 1931 que : Son premier devoir est d'obtenir que le budget soit voté en temps utile, et que son rigoureux équilibre soit réalisé.

M. Laval dit, en 1931 : Il est de l'intérêt de tous que l'examen du budget soit poursuivi et achevé en temps utile et dans les conditions d'un équilibre sincère et rigoureux et sans impôts nouveaux.

Il affirme, en 1932, que : Tous ses efforts tendront à obtenir le vote de la loi de finances dans

des délais normaux.

M. A. Tardieu, en 1932 : Espère que les partis aideront, sans exception, au vote rapide du budget. Le nécessaire sera fait, demain comme hier, dans la Métropole comme aux colonies, pour parer au pire et accélérer le mieux.

M. E. Herriot, en 1932, reconnaît : Se trouver en face d'une situation financière sérieuse et demande la permission d'établir un programme urgent de grands travaux qui lui paraît comme le remède le meilleur au chômage et comme un élément décisif de la reprise des affaires.

M. Paul Boncour se propose, en 1932 : D'abord d'assainir les finances, rétablir l'équilibre budgétaire rompu par la disproportion entre les dépenses publiques et le rendement des entreprises privées paralysées par la crise même qu'il s'agit de résoudre.

M. E. Daladier, en 1933, reconnaît que: Un douzième provisoire est voté ; mais que le budget

ne l'est pas. Une telle situation ne pouvant se prolonger sans de graves périls, il demande le vote d'un projet immédiat d'aménagement financier, le vote du budget régulier, le vote d'un projet d'outillage national.

M. Sarraut, en 1933, affirme : Que l'Etat français a besoin de finances stables, et que le crédit de la France exige la caution d'un budget en équilibre sincère... et complet. Il ajoute qu'un prochain avenir appelle, une fois l'équilibre rétabli, l'initiative d'une réforme fiscale.

M. C. Chautemps, en 1933, annonce : Le dépôt bientôt de divers projets destinés à ranimer la vie économique du pays, à organiser et protéger la production, à réduire le chômage.

M. E. Daladier, en 1934 affirme que : Le budget une fois voté, il faudra lutter contre le chômage.

M. Gaston Doumergue, en 1934, se propose : De faire renaître la confiance qui résorbera le

chômage.

Notes

[←1]

Nous supprimerons désormais toutes les formules de politesse. Il suffit d'avoir traduit la plus banale. (*Note du traducteur*).

[←2]

Le lecteur malveillant va penser peut-être que Kou a mal orthographié le nom des Pères, et que ceux-ci sont faciles à identifier. Il a certainement tort, car le même portrait a indiscutablement plusieurs modèles. Des étrangers, à qui nous avons fait lire cette lettre, ne prétendent-ils pas avoir même reconnu quelques-uns de leurs éminents compatriotes. (*Note du traducteur*).

[←3]

Bulletin Quotidien d'Etudes Economiques et
Financières. (Indication gracieuse du traducteur).

[←4]

Kou, dans son désir de poursuivre sa carrière oratoire, oublie que de jeunes professeurs se sont affranchis des dogmes périmés de l'économie orthodoxe et ont renoué la tradition des grands économistes consistant à observer les faits et à en déduire des conséquences logiques. En paraissant ignorer les travaux des non-conformistes, Kou veut peut-être faire converger sur lui seul les foudres de son confesseur. (*Note du traducteur*).

[←5]

Le mot mandchou signifie maffia. Nous ne l'employons pas parce qu'il a déjà beaucoup servi. (*Note du traducteur*).

[←6]

Allusion probable à une mesure de rigueur prise le jour où la baisse se produisit à l'instant où l'on connut le programme économique et social du Gouvernement.
(*Note du Traducteur*).